

9.39

Le train-train du "Trudeau Express"

par Marcel PEPIN
envoyé spécial de LA PRESSE

TRURO, Nouvelle-Ecosse — Le "Trudeau Express" a longé hier les côtes du Cap Breton pour ensuite s'enfoncer dans le sud de la Nouvelle-Ecosse.

A son bord: le premier ministre Pierre Elliott Trudeau, sa femme Margaret et le petit dernier. Aussi, bien sûr, la batterie d'assistants qui ont charge de planifier le voyage, de renseigner le premier ministre et d'occuper les journalistes.

Pour la circonstance, on a fait monter le premier ministre de Nouvelle-Ecosse, M. Gerald Regan, et un de ses ministres, M. Bill MacEachen. Et à chaque arrêt, on a exhibé le seul député libéral de la province, le ministre Allen McEachen.

Les libéraux misaient fort sur le "Trudeau Express" pour susciter un sursaut d'intérêt dans les Maritimes, particulièrement auprès des organisateurs du parti. Cela aurait pu très bien marcher; malheureusement, le brouillard, la pluie, le froid et même la neige ont failli tout gâcher.

Par grappes de 100, 150, 200 personnes, les partisans libéraux ou les curieux de petites villes comme Iona, Antigonish, New-Glasgow, se massaient quand même autour de la gare où depuis longtemps il ne se passe plus rien. Trempés, grelottant, les plus braves lançaient des bravos à l'arrivée du train. Les autres subissaient patiemment l'attente des discours.

A chaque arrêt, le scénario soigneusement mis au point est répété: le train s'immobilise, le premier ministre Regan salue ses commettants, leur explique l'importance de réélire les libéraux à Ottawa et passe le micro à M. Trudeau qui rappelle sans insister les

Voir TRAIN-TRAIN, page A 6

● Pleins feux sur la campagne électorale

— page G 1



Le premier ministre, Pierre Elliott Trudeau, s'adresse à une foule de Port Hawksbury, à partir du "Trudeau Express". Il est accompagné de sa femme et du premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, M. Gerald Regan.

Le complexe olympique L'absence de soumissions soulève des inquiétudes

La décision du comité exécutif de Montréal de passer outre aux soumissions publiques pour l'aménagement du complexe olympique de \$250 millions en vue des Jeux de 1976 a suscité des réactions défavorables dans divers milieux et la ratification de la décision par le conseil municipal est loin d'être acquise.

Il est du moins certain que le comité exécutif n'obtiendra pas l'appui unanime et inconditionnel des conseillers lors de la réunion spéciale convoquée pour demain matin.

A l'Assemblée nationale, d'abord, le député de Lafontaine, M. Marcel Léger, a vainement tenté, hier, d'obtenir l'opinion du gouvernement sur la décision montréalaise, et M. Fernand Lalonde, ministre d'Etat au conseil exécutif, a simplement promis d'examiner cette initiative au sein du comité des finances, formé de représentants de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec, et chargé de surveiller les dépenses et revenus des Jeux de 1976.

M. Victor Goldbloom, ministre des Affaires municipales, a déclaré que les soumissions publiques étaient "un principe solidement enraciné dans notre système gouvernemental", mais il a précisé que l'article 107 de la charte de Montréal plaçait cette question sous la juridiction exclusive des autorités municipales.

"Le gouvernement provincial n'y peut rien", a dit M. Goldbloom.

Surtout que l'abandon des appels d'offres publics par le conseil municipal n'est soumis qu'à deux restrictions selon l'article 107 de la charte: une recommandation du service intéressé et un rapport du comité exécutif.

Aussi M. Lawrence Hanigan, président du comité exécutif de la CUM et

un membre de l'exécutif de Montréal, s'est-il empressé de déclarer, hier, qu'un rapport du service des Travaux publics recommande l'abandon des soumissions publiques "en raison de la hausse constante du coût des matériaux de construction".

La marge des entrepreneurs

Quant au rapport du comité, il s'agit en fait d'une résolution visant ni plus ni moins le contrôle total de tous les aspects de la réalisation des installations olympiques.

M. Hanigan a précisé que le comité optait plutôt pour "la soumission par invitation" ce qui, selon lui, permettrait d'accélérer le processus et de déterminer à l'avance les bénéfices des entrepreneurs.

A cela, M. Roger Charbonneau, président de la Chambre de commerce de Montréal, a répliqué que seules les soumissions publiques sont aptes à réduire au minimum la marge bénéficiaire des entrepreneurs.

Qualifiant l'abandon des soumissions publiques de "porte ouverte au favoritisme", M. Charbonneau a déclaré que le manque de temps indiqué par la Ville devrait être prouvé à la satisfaction du public.

Pour sa part, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), qui fera la lutte au Parti civique du maire Drapeau aux élections municipales de novembre, a invité le conseil à repousser la requête de l'exécutif et à recommander à l'Ordre des ingénieurs et à l'Ordre des architectes du Québec

Voir SOUMISSIONS, page A 6

● Autres informations en page E 16

AUJOURD'HUI

Le coup de balai de Giscard d'Estaing

Dans son premier gouvernement, le nouveau président de la France a surpris hier par la vigueur du coup de balai qu'il donne aux gaullistes qui assumaient le pouvoir depuis seize ans. Giscard d'Estaing assure une entrée en force des centristes dans ce gouvernement où les techniciens et les politiciens occupent également plusieurs postes importants. D'où la difficulté de déceler immédiatement une direction précise du gouvernement Chirac, dont Louis-Bernard Robitaille analyse la composition et les lignes de force en page A 5.

Deux des frères Dubois, en prison

— page A 3

Bienvenue n'a pas l'intention de perdre ses pouvoirs à cause du bill 22

— page A 2

Les protestants triomphent en Ulster

— page D 12

SOMMAIRE

Arts et spectacles: E 19 à E 21
Bandes dessinées: D 16
Cinéma: E 21
Décès, naissances, etc.: D 22
Économie: F 1 à F 7
Editorial: A 4
Êtes-vous observateur?: D 16
Horoscope: D 5
Informations étrangères: D 12, D 13
Les maux de notre langue: A 14
Loisirs et Récréation: D 16, D 17
Médecine d'aujourd'hui: D 6
Mon Oeil sur Montréal: D 2
"Mot-mystère": D 16
Mots croisés: H 18
Petites annonces: H 4 à H 22
Radio et télévision: D 15
Sciences: D 14
Sports: B 1 à B 11
Tribunaux: E 11
ULTIMATUM: H 7
Vivre aujourd'hui: D 1 à D 10

Claude Simard choisit Sorel comme premier port de plaisance provincial

par Rhéal BERCIER
de notre bureau de Québec

QUEBEC — Sorel, sous M. Claude Simard, deviendra la plaque tournante du tourisme nautique au Québec, a appris LA PRESSE de sources dignes de foi.

C'est en effet dans ce fief de la famille Simard que le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche dont M. Simard est le titulaire, créera (en collaboration avec Ottawa) la première "marina" provinciale.

Ce port de plaisance, d'une capacité de quelque 200 bateaux, sera aménagé au coût de \$800.000.

La participation du fédéral dans ce projet d'envergure pour cette sphère

d'activités se traduira par la construction d'une jetée et d'un mur de soutènement de même que par le dragage du bassin. Les travaux ont déjà démarré.

Québec, en vertu de la loi fédérale d'aide aux ports de plaisance, devra investir (au cours d'une période maximum de trois ans) l'équivalent des sommes immobilisées par Ottawa.

Ainsi, la participation du gouvernement québécois consistera à assurer l'abri aux ports (pour l'hiver), les services aux bateaux, les quais flottants, les rampes de mise à l'eau et les équipements essentiels, comme l'électricité et l'eau potable notamment.

L'Assemblée nationale devra légiférer pour permettre au ministère du Tourisme de réaliser ce projet. Une

pièce de législation doit être présentée durant la présente session, comme en fait foi ce paragraphe retiré du discours inaugural, du 14 mars dernier:

"Une attention particulière sera également accordée aux activités de plein air par la création d'espaces verts à la proximité des concentrations urbaines, la promotion des facilités offertes dans les parcs et le développement de ports de plaisance."

C'est le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qui exploitera directement le port de plaisance de Sorel.

Il sera accessible au public, comme la plupart des "marinas" au Québec; en outre, il sera le premier jalon d'un véritable réseau de ports de plaisance que le Québec entend mettre sur pied.

Deux raisons sont invoquées: inciter les touristes à pénétrer davantage au Québec et à y demeurer le plus longtemps possible; satisfaire les navigateurs résidents en matière d'équipement portuaire.

Sorel est considérée comme site stratégique: elle est située au coeur du circuit québécois capable d'attirer le navigateur du nord-est américain — un marché potentiel d'un million de touristes pratiquent ce sport.

Sorel étant aussi située au confluent du Saint-Laurent et du Richelieu, peut recevoir le trafic de plaisance des Grands Lacs et de l'Outaouais d'une part et de New York via les rivières Hudson et Richelieu de même que du Lac Champlain, d'autre part.

Outre Sorel, les "marinas" stratégi-

ques du ministère seront situées dans les villes suivantes: Chambly, Ile Raymond, Montréal, Hull, Trois-Rivières, Québec, Tadoussac et Chicoutimi. A cause de sa situation géographique, Sorel est privilégiée.

L'objectif du ministère est d'amener le public navigateur dans le Saguenay, ce qui favorise des voyages d'une durée de 10 à 15 jours.

On compte quelque 30 "marinas" équipées au Québec. Les deux plus importantes sont celles de Montréal et de Québec, qui sont exploitées par des corporations sans but lucratif.

Dans le cas de Sorel — comme pour les autres qui suivront — c'est le gouvernement provincial qui sera le promoteur et le ministère du Tou-

Voir SIMARD, page A 6



Le chef du Crédit social, Réal Caouette, quelques heures avant son entrée à l'hôpital, hier.

Caouette ne risquera pas sa peau pour les élections

par Paul LONGPRE
envoyé spécial de LA PRESSE

ROUYN — Même s'il est un passionné de politique, Réal Caouette n'a pas l'intention de risquer sa peau pour une campagne électorale. Hospitalisé hier à Rouyn pour une durée de trois jours, le chef créditiste confiait à la presse quelques jours plus tôt qu'il se plierait aux consignes médicales quant à la poursuite de sa carrière politique. Les choses n'en sont pas là, s'est-il empressé d'ajouter. Sa santé est "moins bonne qu'il le souhaiterait", mais il se dit tout à fait confiant de faire campagne d'un océan à l'autre à compter de dimanche prochain.

Son médecin, le Dr Achille Juneau, maire de Rouyn, a parlé d'exams de routine, précisant que l'état de santé de M. Caouette ne s'est pas particulièrement détérioré. Il s'agirait surtout, au cours de ces trois jours, de "rebalancer" son diabète.

Voir CAOINETTE, page A 6



George SPRINGATE jusqu'au bout

Bill 22: Springgate n'abandonnera pas la lutte, même s'il est seul

par Rhéal BERCIER de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Agé de 36 ans seulement, le député de Sainte-Anne à l'Assemblée nationale, M. George Springgate, admet bien humblement que son avenir est derrière lui au sein du Parti libéral.

"J'estime avoir atteint un sommet dans cette sphère d'activité. Je ne serai jamais nommé adjoint parlementaire ou ministre, parce que je ne suis pas politicien, tout simplement. Lorsque je suis contre une prise de position, comme dans le cas du projet de loi linguistique, j'enregistre ma *dissidence*", a-t-il déclaré à LA PRESSE.

L'ancien botteur de précision des Alouettes, devenu par la force des circonstances le porte-parole des anglophones opposés au projet de loi sur la langue officielle, est un personnage modeste. Il est aussi constamment seul.

"En mars, j'ai été 11 jours à l'hôpital et personne n'a demandé de mes nouvelles. J'ai reçu ni appel télépho-

que, ni carte de sympathie. En politique, la seule personne qui m'a vraiment défendu, c'est M. Robert "Bob" Bourassa."

En avril 1970, M. Springgate se présentait dans le comté de Sainte-Anne à la demande du chef du Parti libéral. "J'ai obtenu ma carte de membre dix jours avant d'être élu." Avocat — pouvant pratiquer autant dans les neuf autres provinces (common law) qu'au Québec (droit civil) — il avait l'intention de quitter la politique le 29 octobre dernier. "C'est "Bob" qui m'a demandé de solliciter un nouveau mandat."

Le député de Sainte-Anne a déclaré qu'il continuait cependant à livrer le combat au sein de cette formation politique et note qu'il n'a subi aucune pression pour se taire. "Certains disent que je sers de caution au parti. J'explique ma position, simplement."

Il doit affronter des personnages de taille au sein du caucus, a-t-il admis. Des informations dignes de foi nous apprennent qu'un député libéral francophone lui a demandé de quitter le

Québec pour l'Ontario s'il n'était pas en faveur du projet de loi 22.

Pas anti-francophone

Il a bien l'intention de demeurer et de se battre avec acharnement. "Lorsque j'embarque sur le terrain, c'est pour gagner. Au Québec, les anglophones sont en minorité, mais toute une minorité, plus d'un million, rappelle-t-il. Si les députés anglophones ne défendent pas leurs points de vue, qui le fera?"

M. Springgate espère que ses interventions publiques ne lui créeront pas une image le révélant anti-francophone. "C'est ma grande crainte."

"Si, comme député, j'estime que l'épineux projet de loi ne répond pas aux aspirations de mes commettants et va à l'encontre de mes opinions, c'est mon devoir de me battre, que je sois libéral importe peu, surtout lorsque l'on parle de droits aussi fondamentaux que la langue."

Il a expliqué qu'il voyait "plusieurs trous" dans le projet déposé à l'Assemblée nationale par le ministre de

l'Éducation, M. François Cloutier. Il a ajouté que l'abolition du principe du libre choix des parents était la principale objection qu'il posait à l'adoption du projet linguistique.

M. Springgate soutient qu'il se gagne des appuis au sein des députés libéraux, mais refuse toutefois d'en préciser l'importance. Il sera présent lors de la prochaine réunion de l'aile parlementaire du parti pour défendre les "droits acquis" des francophones.

Aujourd'hui, justement, le caucus libéral se réunit. Mais le projet linguistique n'est pas à l'ordre du jour. Springgate sera présent et hier, en vue de mieux préparer ses interventions, il a soupé en compagnie de MM. Kenneth Fraser (Huntingdon) et Glendon Brown (Brôme-Missisquoi), deux députés anglophones qui sont contre le "projet de loi historique", en vue d'affronter ses rivaux si la bataille s'engage.

"J'expliquerai ma position, même si je suis seul à le faire. Je voterai contre le bill s'il n'est pas amendé, même si je suis seul à le faire", a-t-il conclu.

Samson demande le retrait du bill 22

QUÉBEC (PC) — Le Parti républicain demande au gouvernement de retirer son bill 22, sur la langue officielle, "afin d'éviter le débat orageux, inutile et stérile qu'il ne peut que susciter dans le cadre d'une campagne fédérale".

Dans un communiqué remis hier à la presse, le chef parlementaire du PC, M. Camil Samson, souligne qu'il est "illogique d'entraîner sur la scène fédérale un problème propre aux Québécois, qui les regarde et qui doit être réglé par eux".

"L'actuel contexte favorise les attitudes et confrontations extrémistes et met en danger la paix sociale chez nous."

Le député de Rouyn-Noranda a suggéré que les audiences publiques de la commission parlementaire chargée d'étudier le bill 22 soient reportées à l'automne prochain. Les audiences doivent débiter le 11 juin.

Les métaux

De son côté, le directeur du Syndicat des métaux (FTQ), M. Jean Gérin-Lajoie, déclare — dans un communiqué — que "le premier ministre Robert Bourassa a tort lorsqu'il oppose le culturel à l'économique dans le débat autour du projet de loi 22".

M. Gérin-Lajoie s'en remet aux propos qu'a tenus en fin de semaine le premier ministre, propos qui ont été rapportés dans un quotidien montréalais. Ainsi, M. Bourassa aurait déclaré: "Si nous allons trop loin, ce que nous gagnons dans le culturel, nous le perdons du côté économique", et encore "nous cherchons le meilleur équilibre entre la protection de la place du français et les investissements accrus".

Bienvenue n'a pas l'intention de laisser le bill 22 lui faire perdre ses pouvoirs

QUÉBEC (PC) — Le ministre de l'Immigration déposera "dans les meilleurs délais" un projet de loi lui assurant "autant de pouvoirs et plus si possible" que le paragraphe de la Loi de l'immigration qui sera abrogé par le bill 22.

C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre Jean Bienvenue, devant la commission parlementaire qui étudie les crédits de son ministère.

L'article 117 du bill 22 abolira le paragraphe 4 de l'article 3 de la Loi du ministère de l'Immigration, qui permettait au ministre de "prendre de concert avec le ministre de l'Éducation les dispositions nécessaires pour que les personnes qui s'établissent au Québec acquièrent dès leur arrivée, ou même avant qu'ils quittent leur pays d'origine, la connaissance de la langue française et qu'elles fassent instruire leurs enfants dans des institutions d'enseignement où les cours sont donnés en langue française".

Mercredi dernier, devant la même commission, le ministre avait admis

que lors de l'étude du bill 22 par le cabinet, l'abrogation de cette disposition lui avait complètement échappé.

"C'est mon intention claire et nette de continuer à travailler à franciser les immigrants qui arrivent au Québec et à me donner les outils nécessaires pour le faire", a dit M. Bienvenue.

Orientation

M. Fabien Roy (PC-Beauce-Sud) lui avait fait remarquer que, depuis le dépôt du bill 22 à l'Assemblée nationale, "on ne peut plus envisager les crédits du ministère du même point de vue".

"Le gouvernement ne sait plus où il se dirige, et le ministère non plus, de dire M. Roy. Comment pouvons-nous savoir où le gouvernement veut nous amener?"

"Le ministère de l'Immigration et son titulaire savent où ils vont, avec deux réserves", a répondu M. Bienvenue. Il lui est impossible de dire à quelle date le nouveau bill sera dé-

posé aussi bien que de préciser son contenu. "Mais, a-t-il dit, nous avons l'intention de mettre des dents à cette disposition."

Il a répété l'intention bien arrêtée de son ministère d'accomplir ce qu'il considère non pas comme "ce qu'il peut" mais comme "ce qu'il doit faire pour les immigrants".

Attitude

M. Robert Burns (PQ-Maisonneuve) a expliqué que "sans discuter de la substance même du bill 22" — ce qui

n'est pas permis aux députés avant les séances de la commission sur l'éducation, le 11 juin — il était important "de se faire rassurer sur la façon dont le ministère entendait opérer la francisation des immigrants".

L'étude des crédits du ministère de l'Immigration n'a fait aucun progrès hier, toutes les questions de l'opposition ayant trait indirectement au bill 22.

Le ministre Bienvenue a su résister aux questions de M. Burns visant à lui faire admettre qu'il n'était pas

d'accord avec le bill 22 sur la langue officielle.

"La seule position que me permet le parlementarisme britannique, a dit M. Bienvenue, c'est d'approuver les décisions prises par le cabinet ou de démissionner. Comme je n'ai pas démissionné, a-t-il souligné, c'est que je suis d'accord avec le projet de loi, même si j'admets qu'il comporte des imperfections."

Bill 22: Bourassa veut contre l'assimilation

QUÉBEC (PC) — Le premier ministre Bourassa affirme que le gouvernement qu'il dirige a présenté un projet de loi sur la langue parce que le Québec est en danger d'être assimilé culturellement par l'Amérique du Nord.

Au cours d'une interview pré-enregistrée et diffusée hier soir sur les ondes de la radio de Radio-Canada, M. Bourassa a déclaré que le Québec est dans la situation unique d'être une province à majorité francophone tout en tentant de survivre comme minorité en Amérique du Nord.

"Nous devons faire face à la dénatalité dans le secteur francophone et le gouvernement a la nette responsabilité d'assurer la sécurité culturelle des Québécois."

"Nous avons l'impression de respecter les droits individuels, mais nous devons tenir compte du fait que la sécurité culturelle de la majorité de langue française dans la province est menacée."

Interrogé sur la question de savoir s'il était convaincu que le Canada français survivrait en Amérique du Nord, le premier ministre a répondu que le gouvernement devait être suffisamment réaliste pour s'en assurer.

M. Bourassa estime que la grande majorité des Québécois désirent demeurer au sein de la Confédération, mais ajoute que le gouvernement se doit d'agir sur la question linguistique, à cause, dit-il, du grand nombre

de problèmes avec lesquels une minorité est confrontée.

Entre autres, souligne-t-il, le bill 22 ferait du français la langue officielle du Québec.

Le projet de loi obligerait également les immigrants à subir un test linguistique pour déterminer s'ils seraient éduqués en français ou en anglais. S'ils n'ont pas suffisamment de connaissances de l'une ou de l'autre des deux langues, ils devraient aller à l'école française.

M. Bourassa estime que le chapitre du projet de législation portant sur l'éducation contient certains éléments de coercition, mais un strict minimum.

"Si les candidats-immigrants savent à l'avance qu'ils devront fréquenter l'école française, du moins dans le secteur public, et s'ils savent qu'ils peuvent en même temps y apprendre l'anglais, alors nous ne pourrions pas être accusés d'être injustes."

A l'interviewer qui lui demandait s'il pensait que ces dispositions ne décourageraient pas les futurs immigrants de venir s'installer au Québec et s'il ne croyait pas qu'elles diminueraient le nombre de travailleurs compétents qui viendraient contribuer à l'économie, le premier ministre a déclaré que le gouvernement devait choisir entre l'option culturelle et l'option économique. Il ne pense pas cependant que le nombre d'immigrants diminuera.

LA MÉTÉO

à Montréal

AUJOURD'HUI Minimum: 45 — Maximum: 65
Pluie légère passagère

DEMAIN

Nuageux

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	40	60	Nuageux, poss. averses	Généralement nuageux
Outaouais	45	65	Pluie légère passagère	Nuageux
Laurentides	40	60	Pluie légère passagère	Nuageux
Cantons de l'Est	45	65	Pluie légère passagère	Nuageux
Québec	40	60	Nuageux, poss. averses	Généralement nuageux
Rimouski	40	55	Passages nuageux	Peu de changement
Lac Saint-Jean	40	55	Passages nuageux	Généralement nuageux
Baie-Comeau	40	55	Passages nuageux	Peu de changement
Sept-Îles	40	55	Passages nuageux	Peu de changement
Gaspé	40	55	Passages nuageux	Peu de changement

au Canada

	AUJOURD'HUI		Min	Max
Colombie-Britannique	Ensoleillé	Vancouver	45	60
Alberta	Averses	Edmonton	35	50
Saskatchewan	Ensoleillé	Régina	40	55
Manitoba	Nuageux	Winnipeg	40	60
Nouveau-Brunswick	Nuageux	Saint-Jean	40	60
Nouvelle-Écosse	Nuageux	Halifax	35	50
Île-du-Prince-Édouard	Nuageux	Charlottetown	35	50
Terre-Neuve	Pluie	Saint-Jean	35	40
Ontario	Pluie	Toronto	—	—

si vous partez

Aux États-Unis

New York	55	65	Chicago	60	78	New Orleans	66	88
Washington	58	80	San Francisco	48	64	Miami	73	86
Boston	46	62	Los Angeles	60	75			

Vers les capitales

Paris	—	66	Moscou	—	59	Hong Kong	—	81
Londres	—	59	Stockholm	—	45	Lisbonne	—	73
Rome	—	72	Tokyo	—	70	Sidney	—	57
Berlin	—	64	Athènes	—	75	Tunis	—	90
Amsterdam	—	63	Casablanca	—	88	Vienne	—	70
Bruxelles	—	66	Genève	—	59	Varsovie	—	66
Madrid	—	79	Le Caire	—	88			

(Ces chiffres indiquent le minimum enregistré hier et le maximum la nuit dernière)

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 700, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400 — Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS
Livraison à domicile: Lundi au samedi \$1.15
Lundi au vendredi 1.00
Samedi seulement 0.35

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE
Nombre de semaines
par porteur: 13 26 52
Lundi au samedi \$13.80 \$27.60 \$55.20
Lundi au vendredi 12.00 24.00 48.00
Samedi seulement* 9.10 18.20

par courrier:
Lundi au samedi \$26.00 \$52.00 \$104.00
Lundi au vendredi 19.50 39.00 78.00
Samedi seulement 9.10 18.20 36.40

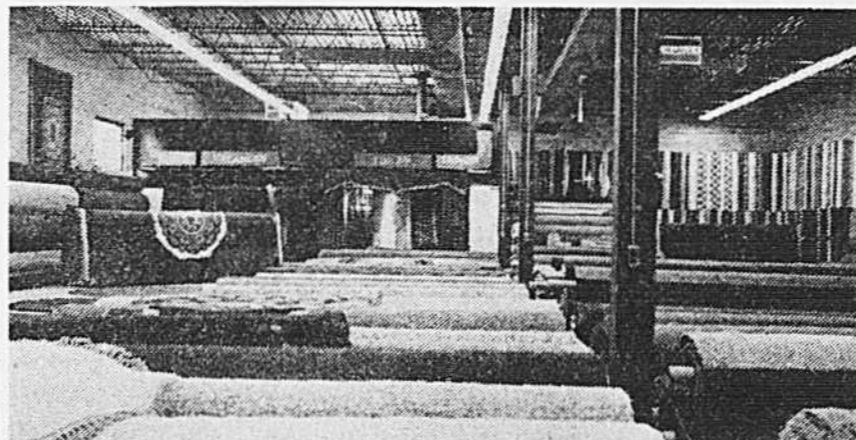
* Minimum de 26 semaines
Côte-Nord, par avion, 0.40

INFORMATION GÉNÉRALE 874-7272
REDACTION 874-7070
EDITORIAL 874-7030
PROMOTION 874-7100
RELATIONS DE TRAVAIL 874-7383

PETITES ANNONCES
Commandes 874-7111
du lundi au vendredi, 9h à 17h
Pour changer ou annuler 874-7205
du lundi au vendredi, 9h à 18.30h

GRANDES ANNONCES
Détailants 874-7300
National, Télé-Press, Vacances, voyages 874-7306
Carrières et professions, nominations 874-7320

COMPTABILITÉ
Grandes annonces 874-6892
Petites annonces 874-6901



SUPER-ENTREPÔT

TAPIS TUILE LINOLEUM

TAPIS SHAG
100% nylon 1ère qualité choix de 8 couleurs en stock
Rég. 12.95 v.c.
PRIX SPECIAL ENTREPÔT \$8.90

CUSHION FLOOR
1ère qualité — 12' largeur
Choix de modèles
Prix unique
3.20 v.c.

TAPIS DE CUISINE
A MOTIFS MARQUE OZITE, Imparfait
\$5.40 v.c.

• NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX

BALANCE DE ROULEAUX
18 v.c. à 45 v.c.
4.50 v.c.

• Mise de côté • Service de mesure à domicile • Installation garantie.

OUVERT SUR SEMAINE JUSQU'À 6 h — Jeudi et vendredi jusqu'à 5 h — Samedi jusqu'à 5 h.

LES REVÊTEMENTS DE SOL **UNIQUE** Inc.
9170, boul. LANGELIER - ST-LÉONARD Téléphone 325-9790

VIC TANNY VOUS OFFRE MAINTENANT sa nouvelle carte de membre "Spécial Gymnase" pour 3 mois

MESSIEURS, DAMES

\$7.50 par mois

POUR SEULEMENT

ET ÇA, C'EST LE PRIX COURANT...

* Ne donne pas droit au vestiaire et aux avantages du spa

FAITES USAGE DE L'ÉQUIPEMENT DE MISE EN FORME AVEC PROGRAMME D'EXERCICES CONÇUS À 100% POUR VOUS...

La façon la plus efficace d'obtenir des résultats

3 mois chez Vic Tanny peuvent faire toute la différence dans votre bien-être et votre apparence. Vous pouvez avoir l'air plus jeune, vous pouvez imaginer, vous attirer, vous raffiner et vous retirer une beauté pour un été de fête... la titre de membre spécial chez Vic Tanny. Le prix... seulement \$7.50 par mois. Ce programme vous donne droit au plein usage de l'équipement exclusif pour exercices, à une analyse de votre taille, à des régimes spéciaux et utiles pour vous par un guide en alimentation ainsi qu'à une supervision par des professionnels de Vic Tanny. Téléphonez aujourd'hui et demandez votre carte de membre spéciale pour le programme de 3 mois (\$7.50 par mois, prix total \$22.50 payables à l'inscription).

Voyez ce que Vic Tanny peut faire pour vous

OFFREZ-VOUS UNE VISITE GRATUITE (sur rendez-vous seulement)

VIC TANNY'S CLUBS SANTÉ — MISE EN FORME
8 CLUBS DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL
Téléphone au club situé le plus près de chez vous

Place Bonaventure 866-3992	Chomedey, 1278, boul. Labelle 687-1916
Centre commercial Côte St-Luc 482-7415	Longueuil, Place Desormeaux 651-7770
Centre commercial Rockland 341-3810	Montréal Nord, Place Bourassa 326-8240
Mail West Island 683-2100	Ville LaSalle, Place Newman 386-8080

VT74-5-3

Deux des frères Dubois en prison

par Michel AUGER

Deux des frères Dubois de la célèbre famille de fiers-à-bras qui terrorisait jadis le quartier Saint-Henri ont à nouveau été arrêtés hier soir par la police de la CUM lors d'une descente dans un bar de la rue Notre-Dame ouest.

L'enquête policière à laquelle participaient quelque 60 policiers montréalais et des officiers de la Sûreté du Québec a permis de retrouver pour près de \$15,000 de bijoux volés en plus de la saisie de cinq revolvers et d'une petite quantité de drogue.

Jean-Paul Dubois, "l'homme d'affaires" de la famille, a été incarcéré et devra répondre à l'accusation de recel de bijoux. Quant à son frère Normand, il sera accusé de possession d'armes.

Deux autres frères Dubois, René et Adrien, ont eux aussi été amenés au poste de police numéro 12 mais ils ont été libérés au début de la nuit sans qu'aucune accusation ne soit retenue contre eux.

Plusieurs amis de la famille qui se trouvaient à l'intérieur du bar des Copains, au 4351 de la rue Notre-Dame ouest, lorsque la police y a fait irruption, ont eux aussi été longuement interrogés par les détectives concernant des vols de bijoux. Ils ont pu retrouver leur liberté au début de la nuit.

La visite policière a duré presque trois heures. Les policiers de la section de la moralité divisionnaire de la CUM, dirigés par le lieutenant Maurice Bernier, ont aussi fouillé de fond en comble la taverne voisine du bar ainsi qu'une dizaine d'appartements situés au-dessus des deux commerces. Des agents de l'escouade de la moralité de la Sûreté du Québec et l'unité mobile de la Police de la CUM ont également participé à la descente.

Il y a quelques années, le nom des frères Dubois a maintes fois fait la manchette des journaux à l'occasion d'enquêtes sur des meurtres survenus à Saint-Henri. A quelques reprises également, les membres de la famille avaient été reliés aux nombreuses "barbottes volantes" en opération dans Saint-Henri. Toutefois, depuis deux ou trois ans, ces personnages étaient demeurés dans l'ombre.

Village olympique: Goldbloom révèle que Montréal a refusé l'offre du CP

de notre bureau de Québec

QUEBEC — S'il faut en croire le ministre des Affaires municipales, le Dr Victor Goldbloom, le Canadien Pacifique — ou plus précisément sa filiale immobilière Marathon Realty — avait suggéré que le complexe domiciliaire et commercial qu'il projetait d'ériger sur l'actuel emplacement des usines Angus serve de village olympique.

Mais, toujours selon le ministre, la Ville de Montréal n'était pas prête à accepter la construction de ce complexe, craignant que le centre commercial qui devait en faire partie tue les petits commerces des quartiers environnants.

C'est la première fois que le Dr Goldbloom parle de façon aussi explicite de l'offre du Canadien Pacifique, dont il s'était jusqu'à maintenant contenté de faire état sans nommer le CP. C'est vraiment la première fois, par ailleurs, qu'il fait allusion aux réticences de la Ville de Montréal à donner suite à ce projet domiciliaire.

Le Dr Goldbloom a fourni hier ces explications particulièrement pertinentes à l'heure où Montréal semble être contrainte d'en venir à la solution du village temporaire, sinon semi-temporaire.

A l'Assemblée nationale, le député de Lafontaine, M. Marcel Léger, a voulu savoir si le ministre était au

courant du projet du CP, l'été dernier, avant la convocation de la commission parlementaire pour étudier l'emplacement du village olympique.

Le ministre s'est contenté de répondre: "Je n'étais pas au courant d'autre chose que d'une idée. J'ai pris contact avec les autorités de la compagnie en question qui m'ont parlé de l'idée mais qui ne m'ont pas présenté de projet et m'ont indiqué que ce n'était pas possible de faire coïncider un projet possible avec les besoins des Jeux olympiques".

Il ajouta: "J'étais au courant de l'idée. J'étais informé que les autori-

tés municipales étaient au courant de l'idée et n'étaient pas totalement d'accord avec elle".

Le Dr Goldbloom fut beaucoup plus précis devant les journalistes, soulignant même qu'il s'était fait confirmer par le maire Jean Drapeau lui-même que la Ville de Montréal n'était pas prête à accepter le projet du CP, qui devait être un complexe domiciliaire et commercial, par crainte de tuer les petits commerces des quartiers environnants. Malgré cette confirmation qu'il a dit avoir obtenue du maire, le Dr Goldbloom parla par la

suite, du "refus apparent de la Ville" à l'égard du projet du CP.

Le ministre ajouta à cela que c'est "Marathon (la filiale du CP) qui suggéra que son complexe serve aux Jeux".

C'est devant ce "refus apparent de la Ville" que le Dr Goldbloom fit une contreproposition en demandant au CP de déplacer ses installations pour permettre l'érection d'un village temporaire sur l'emplacement des usines Angus. La compagnie fit connaître son refus quelques heures avant que ne s'ouvre la commission parlementaire.

Les commissaires de Laval pourraient régler le problème en fermant l'école

par Mariane FAVREAU

Si rien ne survient, l'école Présentation-de-Marie, qui a suscité tant d'émoi à Laval, ne sera ni anglaise, ni française: on la fermera.

Le surplus d'élèves anglophones que la commission scolaire Chomedey-de-Laval avait à placer serait réparti d'une part au Saint-Marcel Junior High School et le reste au Highcliff School, école louée du North Island Protestant School Board.

Quant aux quelque 300 élèves francophones qui restaient à l'école Présentation-de-Marie, ils iraient à l'école Saint-Jean, dans Pont-Viau également.

Mais le sort de l'école Présentation-de-Marie dépend en quelque sorte de la commission scolaire des Mille-Isles où les parents s'opposent formellement au statu quo: environ 4,000 élèves vont à l'école par rotation, en double horaire.

Location au secondaire

La solution à ce problème qui dure depuis huit ans pourrait être la location de l'école Présentation-de-Marie avec ses 950 places-élèves pour le secondaire premier cycle.

En comprimant quelque peu les élèves de l'élémentaire, on pourrait ainsi libérer une école de 500 places qui accueilleraient autant d'élèves du secondaire premier cycle.

Le comité d'action des parents des Mille-Isles doit faire des recommandations à la commission scolaire à qui reviendra finalement la décision.

Ce n'est donc qu'à ce moment qu'on

saura si la Présentation-de-Marie revivra en septembre... en français. Quant à la commission scolaire Chomedey-de-Laval, on n'y prévoit pas d'assemblée publique avant les élections scolaires du 10 juin.

De son côté, le comité de parents de Chomedey-de-Laval se préoccupe des implications du bill 22 et de son impuissance à régler des problèmes comme ceux qu'ils vivent.

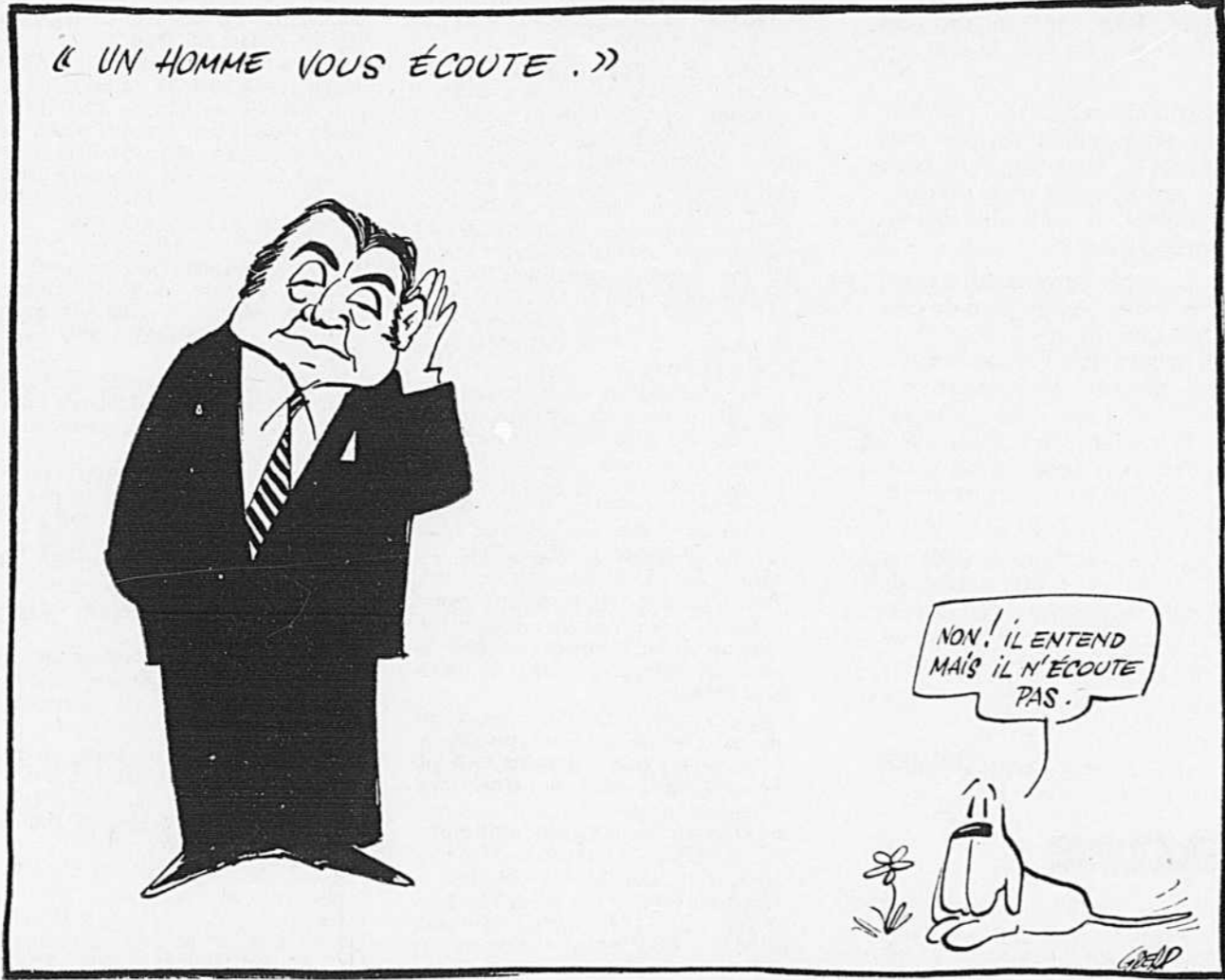
Planification

Le cas de l'école Présentation-de-Marie (que les francophones refusaient de partager avec les anglophones) a finalement rebondi au ministère de l'Éducation.

On a organisé des rencontres entre les diverses commissions scolaires de l'île Jésus (deux protestantes et quatre catholiques) pour examiner dans un nouvel éclairage les disponibilités en matière d'équipement scolaire.

Selon un haut fonctionnaire d'une commission scolaire qui assistait à ces rencontres, il est apparu que le secteur anglo-protestant aurait des disponibilités assez importantes à cet égard. D'où la possibilité de louer une école secondaire à Chomedey-de-Laval.

Certains se demandent si ces rencontres ne sont pas le prélude à une sorte de "conseil scolaire" semblable à celui de Montréal, qui regrouperait les disponibilités et les besoins.



« UN HOMME VOUS ÉCOUTE. »

(Droits réservés)

Commercialisation du sigle

Le COJO a déjà quadruplé les profits escomptés

par Guy PINARD

Les huit contrats conclus par le Comité organisateur des Jeux olympiques relativement à la commercialisation du sigle olympique ont permis au COJO d'empocher une somme de \$6,1 millions, une grande partie en argent sonnante. De plus, le COJO évalue à \$40,25 millions la valeur en publicité de ces huit contrats.

Voilà ce que LA PRESSE a appris d'une source sûre. Pour bien comprendre la portée de cette nouvelle, il faut savoir qu'à l'origine, le COJO, du moins dans son budget, avait évalué à \$1,5 million les revenus qu'il escomptait retirer dans ce secteur.

La signature de certains de ces contrats a déjà été communiquée à la

presse, tandis que les autres seront couchés sur papier dans un bref délai. Voici la liste de ces contrats:

- **Swiss Timing S.A.**, compagnie formée par les horlogeries suisses Longines et Omega: \$2 millions, la grande partie en services, pour assurer le chronométrage des 21 épreuves au programme olympique;
- **Xerox**: \$1,5 million, la grande partie en services, pour assurer la reproduction des résultats sportifs et autres données connexes, pour distribution subséquente à la presse et aux contingents des différents pays;
- **Coca-Cola**: \$1,5 million, en argent sonnante, pour pouvoir utiliser la mention "fournisseur officiel des Jeux olympiques"; ce contrat n'a pas encore été officiellement annoncé;

- **Air Canada**: environ \$500,000 pour pouvoir utiliser la mention "transporteur officiel des Jeux olympiques", en plus évidemment de la valeur en argent représentée par les différents billets remis gratuitement aux membres du COJO pour leurs voyages à travers le monde; ce contrat n'a pas encore été annoncé;

- **Pitney-Bowes**: \$250,000, apparemment en plus de l'équipement nécessaire à l'acheminement du courrier par les employés du COJO; ce contrat a déjà été annoncé;

- **Molson**: \$200,000 en argent sonnante, en plus de la somme de \$2 millions que la brasserie investira dans le projet dont les grandes lignes ont été annoncées ce midi;

- **Banque de Montréal et Tilden**, environ \$150,000 pour les deux; dans le cas de la banque, les données sont toujours inconnues, tandis que Tilden fournira une somme d'argent indéterminée en plus de mettre un certain nombre de voitures à la disposition du COJO.

Notons que de ces contrats, un seul, celui de Swiss Timing a été rendu public, et seulement en partie.

Quant à l'évaluation de \$40 millions, le COJO la base sur la somme qu'il aurait normalement dû payer en frais de publicité n'eût été de la participation de ces compagnies. Cette évaluation est peut-être discutable, mais elle est quand même impressionnante, même si l'on devait la réduire de moitié.

SUPPORT DORSAL APOLLO

Tout désigné pour les sportifs aussi bien que pour les ouvriers qui ressentent de la fatigue à la base du dos. Consultez l'un de nos techniciens diplômés.

PRIX COUPÉ 1595

Analyses de sang et d'urine complétées par des techniciens diplômés

Vente et location de chaises roulantes. Stationnement gratuit.

Du lundi au vendredi: de 9 h à 9 h 30 p.m.
Le samedi: de 9 h à 5 h p.m.

CENTRE ORTHOPÉDIQUE DE MONTRÉAL

Pharmacies Escomptes Jean Coutu, Jean-P. Duquet, L. Ph. prop.

916-922 est, rue Sainte-Catherine — 845-7251

SANDWICHES ASSORTIS 48

SANDWICHES COCKTAIL \$425

FRAIS DU JOUR la bte

POUR VOS RÉCEPTIONS DE BUREAU OU À LA MAISON

Nous vous fournissons de délicieux hors-d'oeuvres chauds et froids, canapés, bouchées, plateaux de cèleri et olives, plateaux de fromages, plateaux de viandes. À prix raisonnables

PEGROID'S

4075, SAINT-DENIS
NOUS LIVRONS PARTOUT À MONTRÉAL

844-3901

Paul E. TALBOT O.D. OPTOMETRISTE

6741, rue SAINT-HUBERT

HEURES DE BUREAU:
Lundi au jeudi: 9 h à 6 h
Vendredi: 9 h à 9 h
Samedi: FERME

272-7611 • 7616

Pour la fête des pères

offrez ce qui se fait de mieux

Elegant soulier d'été en cuir verni et filet de nylon. Blanc, brun medium ou bleu. Pointures: 6 à 12; largeurs: B, D, E.

\$3495

Barkernovas

Escarpin d'été tout cuir. Tout blanc ou bleu/blanc ou brun/blanc. Pointures 6 à 12; largeurs: B, D, E.

\$3495

ChargeX ou Master Charge
A deux pas des stations de métro Jean-Talon et Mont-Royal

Louis Des Lauriers LIMITEE

H. Giroux & fils INC.

6914, rue Saint-Hubert 273-2813 • 1500 est, rue Mont-Royal, 521-3164
4029, rue Ontario, 521-9414

TRAIN-TRAIN

SUITE DE LA PAGE A 1

divers programmes fédéraux destinés à relever l'économie des Maritimes. Ensuite, c'est le traditionnel bain de foule sous la pluie où le couple Trudeau serre les mains des gens et cause avec les citadins.

Entre-temps, Mme Trudeau aura reçu une gerbe de fleurs, le premier ministre aura pris un moment pour causer avec le maire et les cornemusiens auront joué quelques airs nostalgiques. C'est déjà le moment de repartir. L'arrêt aura duré en tout 15 minutes.

A bord

A bord, un grand calme règne pour une autre heure. Le chef libéral prend place dans son wagon particulier avec son épouse, tandis que journalistes et photographes regagnent leur cabine ou envahissent le salon-bar qui tient lieu de grand salon.

Le train nolisé est spécialement équipé pour accommoder la cinquantaine de journalistes, de photographes, caméraman et autres spécialistes qui ont pris place à bord: téléphone, chambre noire, etc.

L'entourage du premier ministre loge avec le monde ordinaire. On retrouve les conseillers aussi bien au salon qu'à la salle à manger où ils affichent une tranquille assurance, évitant cependant les charges partisans.

L'objectif est évident: détruire au plus tôt l'impression que partagent beaucoup de journalistes, à savoir que les libéraux partent perdants dans cette campagne.

Le recours au train comme moyen de transport complète d'ailleurs cette stratégie: le rythme y est plus lent, le décor plus authentique, les foules, la curiosité aidant, plus spontanées. Le premier ministre n'a pas l'air trop pressé, n'affiche aucun signe d'inquiétude. Le décor interdit l'agressivité.

Sidney

Le premier ministre n'a quitté les marches de la gare qu'une seule fois, à Sidney, où il a parcouru rapidement l'un des immenses bâtiments de la Stelco, rencontrant les travailleurs à l'ouvrage. Pas de réception officielle avec les dirigeants de la compagnie, ni de discours. Parcourant rapidement les lieux, M. Trudeau se contente d'engager la conversation avec les hommes qui viennent à sa rencontre. Les caméras sont là nombreuses. Les organisateurs de la tournée atteignent ainsi l'un de leurs buts: en soirée, des millions de Canadiens verront le premier ministre causer avec des travailleurs. L'image du Trudeau arrogant et distant vient de s'améliorer d'autant.

Aujourd'hui, le train nolisé a quitté Truro en matinée en direction du Nouveau-Brunswick où il s'arrêtera notamment à Bathurst, Moncton et Campbellton. Puis ce sera la traversée du Québec.

Piqué par la curiosité ou emballé par l'aventure, un fort contingent de journalistes ont évahi le train nolisé. Certains journaux y ont délégué trois reporters, comme si les grands "happenings" de 1968 pouvaient recommencer. Jusqu'ici, rien de bien exceptionnel à signaler. Mais on n'a pas encore atteint le Québec.



Le premier ministre Trudeau a visité hier l'usine de Stelco, à Sydney, avant d'entreprendre la tournée du Cap-Breton en train.

CAOUCETTE

SUITE DE LA PAGE A 1

Au cours de ses entretiens avec les journalistes, M. Caouette s'est montré jovial. Il paraissait en meilleure forme que samedi dernier, lors de la tournée qu'il a dû écourter dans Bellechasse et le Bas-du-Fleuve. Il a de nouveau sou-

igné que le Crédit social Canada ne manque pas de leaders en puissance, mentionnant les noms des députés René Matte (Champlain), André Fortin (Lotbinière) et celui de son fils, Gilles, élu de justesse dans Charlevoix au dernier scrutin.

Les troubles diabétiques du leader créditiste remontent à plusieurs années. Agé de 57 ans, il a dû subir d'autre

part l'ablation de la vésicule biliaire peu avant la campagne électorale de 1972. Il a été hospitalisé deux fois au cours de l'hiver dernier à la suite d'accidents de motoneige. Réputé pour son assiduité aux travaux des Communes, il ne s'est guère montré au Parlement cette année que pour les jours critiques du déclenchement des élections.

M. Caouette se dit prêt à diriger la

Le Saint-Laurent monte encore

La Protection-Civile du Québec prévoit une hausse du niveau du Saint-Laurent. Cela en raison de l'ouverture du barrage de Cornwall qui régularise le débit des Grands-Lacs. Cette hausse pourrait se faire sentir le long du fleuve, depuis le lac Saint-Louis jusqu'en aval de Trois-Rivières (Sainte-Anne-de-la-Pérade).

Les responsables des mesures d'urgence du bureau régional de la Protection-Civile à Trois-Rivières sont déjà à l'oeuvre pour organiser les mesures préventives. Il en est de même au Bureau de Montréal. Lundi à Lachine le débit du fleuve était à 440,000 pieds cubes à la seconde, il était hier à 449,000 pieds cubes à la seconde.

Vers la Mauricie, on compte quelque 534 résidences inondées à La Tuque, Saint-Jean Baptiste de Nicolet, Champlain, Pointe-du-Lac, Baie-Joli, Baieville et Shawinigan.

La route qui relie Baie Shawinigan à Saint-Boniface est inondée et coupée. Les lignes téléphoniques locales sont partiellement interrompues à La

Tuque. Toutefois, le niveau de l'eau demeure stable dans le Saint-Maurice.

A Montréal

A Montréal, 67 familles ont réintégré leurs foyers. Les autorités de L'Hydro-Québec et l'unité sanitaire poursuivent leur inspection avant de permettre la réintégration. La Protection-Civile prévoit une hausse importante du débit de la rivière Gatineau à la hauteur de Maniwaki.

Les fortes pluies récentes et les prévisions de pluie obligent l'ouverture du barrage Mercier pour au moins 48 heures.

Le ministère des Richesses naturelles est d'avis que les effets de cette augmentation se traduira par une élévation minimale et maximale d'un pied et demi et trois pieds à Maniwaki.

Des représentants du ministère des Affaires sociales et des Richesses naturelles sont déjà sur les lieux.

SIMARD

SUITE DE LA PAGE A 1

risme l'exploitant. Un port de plaisance d'une capacité de 200 bateaux donne de l'emploi à quelque 20 personnes.

Le projet de créer un port de plaisance à Sorel remonte à 1968, sous l'Union nationale. Un dossier sur cette question a été complété en 1970.

Il était confiné dans les tiroirs lorsque M. Claude Simard demandait, en 1973, d'en poursuivre l'étude. M. Simard, beau-frère du premier ministre M. Robert Bourassa, est député du comté de Richelieu, circonscription dont Sorel est le coeur.

SOUMISSIONS

SUITE DE LA PAGE A 1

bec de se prévaloir de l'article 110 du Code des professions pour faire enquête sur l'ensemble du projet et passer à la loupe tous les plans élaborés jusqu'ici.

Le RCM soutient que la Ville a péché en confiant la préparation des plans, par des négociations secrètes, à des architectes et ingénieurs français qui, dit-il, ont sous-estimé des données comme le climat, les glaces, et les exigences d'isolation.

Rappelant que le métro a été conçu par des ingénieurs français, que le coût du vélodrome atteindra finalement \$25 millions, au lieu de \$9 millions comme il avait été prévu initialement, et que cinq firmes ont conclu que le toit du stade olympique s'effondrerait, le RCM demande s'il faut attendre une catastrophe pouvant impliquer 70,000 personnes avant de réagir.

Le Rassemblement rappelle par ailleurs que la Ville a perdu plusieurs millions de dollars en revenus éventuels lorsqu'elle a cédé, pour \$25 millions, toujours en négociations secrètes, les droits de transmission des Jeux aux Etats-Unis au réseau ABC.

L'Ordre des ingénieurs et l'Ordre des architectes du Québec pensent également que "cette décision dangereuse découle de la tendance du maire Drapeau à recourir aux professionnels français pour la préparation des plans du complexe olympique".

"De deux choses l'une", a déclaré M. Robert Masse, de l'OIQ: "Ou les plans ne sont pas prêts, et alors les travaux seront de toute façon retardés; ou ils sont prêts, alors il n'y a aucune raison de contourner les soumissions publiques."

Pour M. Jean-Luc Poulin, de l'OAQ, le problème remonte à l'engagement de professionnels français, qui travaillent loin de l'emplacement des Jeux et selon les méthodes de la technologie française.

Enfin, l'Association des sous-entrepreneurs en construction du Québec (ASECQ), qui regroupe quelque 4,500 membres, estime que la décision de Montréal est de nature à compromettre les Jeux de 1976.

Ce sont les entrepreneurs les moins solvables qui héritent de contrats en négociations directes et ce sont ces entrepreneurs qui sont les plus susceptibles de provoquer des conflits industriels coûteux, affirme l'ASECQ.



FESTIVAL DU PIANO GALIPEAU MUSIQUE

- du 30 mai au 1er juin
- \$250.00 pour votre piano usagé sans le voir avec l'achat d'un nouveau piano
- banc, transport et accord du piano compris



KIMBALL

modèle 4122, hauteur 41 pouces, style provincial italien, fini noyer, action directe, pression des marteaux de 12 livres, table d'harmonie de 9 plis de bois en sens inverse, à l'épreuve du froid et de la chaleur, table d'harmonie garantie à vie contre les brisures, piano garanti 10 ans, avec banc coussiné.



WURLITZER

modèle 1610 "Rudolph", hauteur 37 1/2 pouces, style contemporain, fini cerisier, action directe, 3 pédales, table d'harmonie garantie 10 ans.



WURLITZER

modèle 1230, hauteur 37 1/2 pouces, style provincial français, fini cerisier, action directe, capacité de résonance surprenante, 3 pédales, table d'harmonie garantie 10 ans.

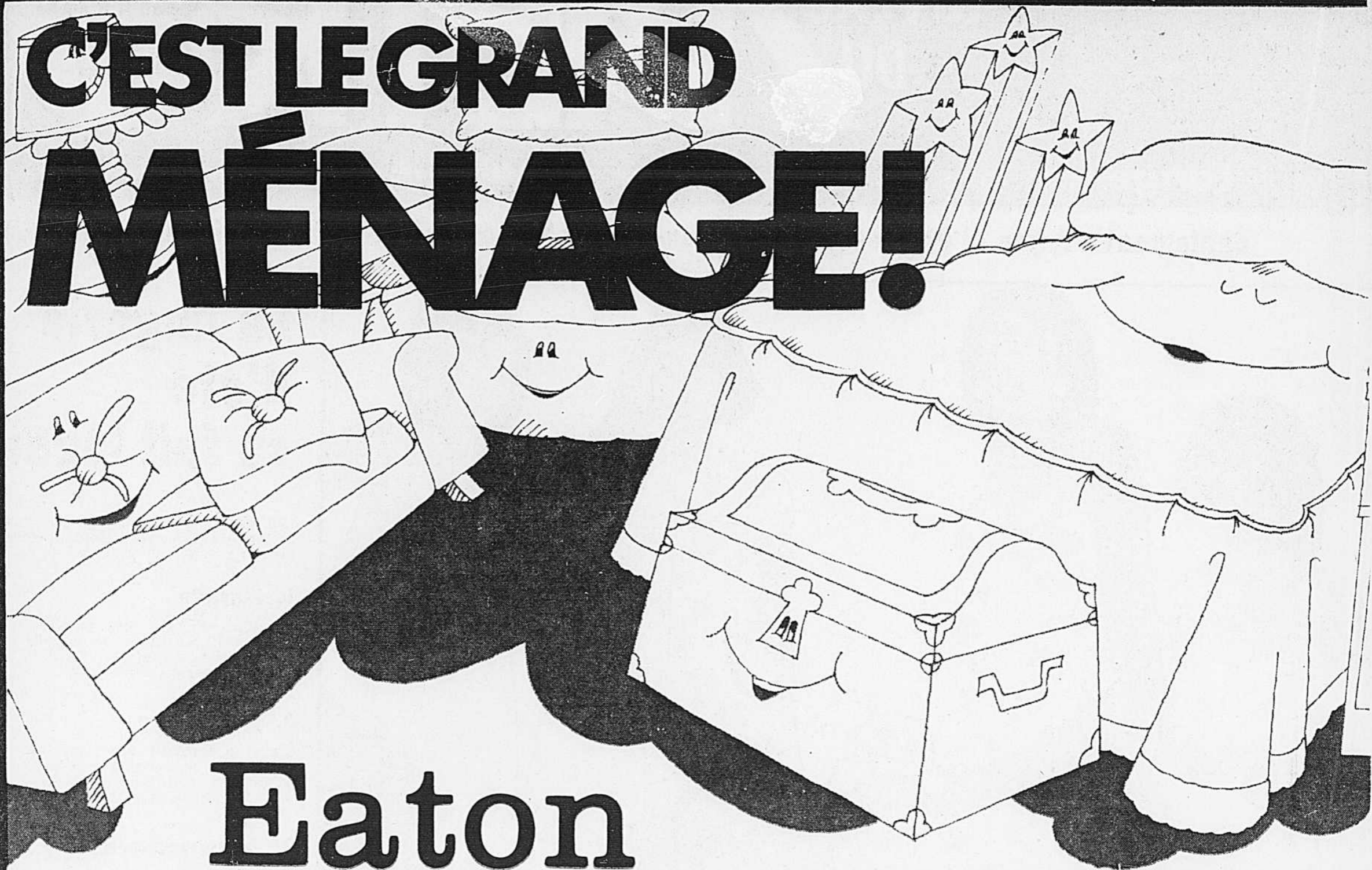


1480 est, FLEURY, Mtl.

Tél.: 387-2568

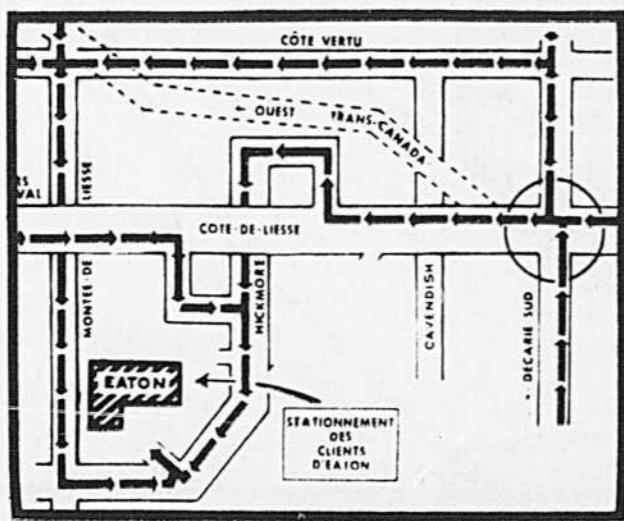
Galipeau musique

C'EST LE GRAND MÉNAGE!

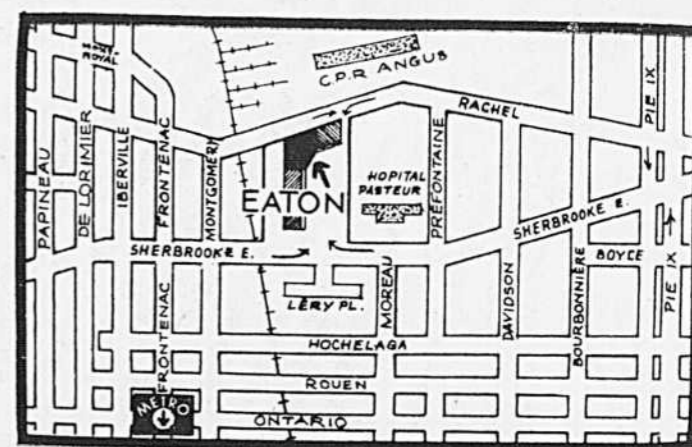


Eaton
fait un **GIGANTESQUE**
SOLDE
DE MEUBLES

aux magasins de l'Entrepôt et du Centre Maisonneuve seulement!



Magasin de l'Entrepôt Eaton
4505 Hickmore,
St-Laurent, Qué.



Centre d'Aubaines Maisonneuve
2983 est, rue Sherbrooke
Montréal.

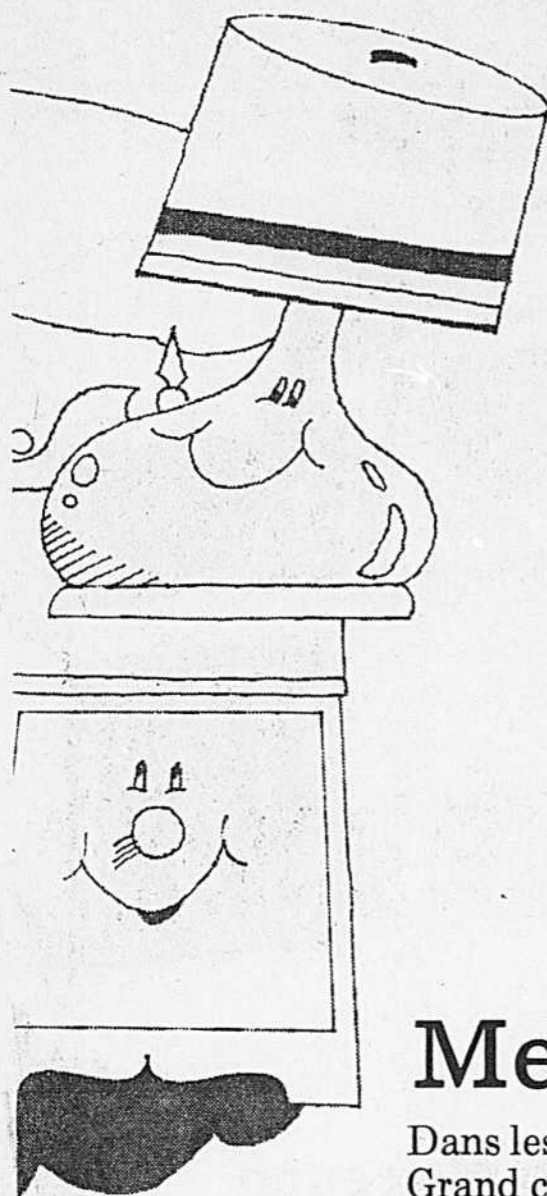
EATON

Venez profiter des aubaines qu'Eaton vous offre à l'occasion de ce gigantesque solde de meubles!

Dans deux magasins seulement: Entrepôt et Centre d'Aubaines Maisonneuve. Recherchez-y les étiquettes rouge et blanc indiquant les prix d'aubaine. Quelques articles peuvent être légèrement endommagés, tout en demeurant des achats très avantageux à de tels prix. Nous avons beaucoup de marchandises à votre disposition: des meubles rembourrés dans des choix de styles contemporain, traditionnel ou colonial.

Venez tôt car vous aurez un meilleur choix.

Achats en personne seulement. Toute vente ferme.



Meubles coussinés:

Dans les choix de styles contemporain — Traditionnel — Colonial.
Grand choix de tissus et couleur.

Fauteuils

Prix Eaton

94⁹⁴ à 180⁹⁴

Tables de salon

Prix Eaton

19⁹⁴ à 294⁹⁴

Divans

Prix Eaton

144⁹⁴ à 469⁹⁴

Divan et fauteuil assorti

Prix Eaton

179⁹⁴ à 699⁹⁴

Causeuses

Prix Eaton

114⁹⁴ à 234⁹⁴

Mobiliers de chambre à coucher

Style contemporain, colonial et traditionnel, incluant: commodes, lits et tables de chevet.

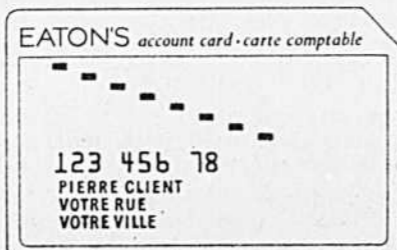
Prix Eaton **19⁹⁴ à 419⁹⁴**

Mobiliers de salle à manger

Styles contemporain, colonial et traditionnel: tables, chaises, buffets, bahuts, un choix varié!

Prix Eaton **18⁹⁴ à 344⁹⁴**

Rayons 270/370/470. Certains articles sont également en vente à Sherbrooke, au Carrefour de l'Estrie.



Utilisez votre carte comptable Eaton, la façon moderne de magasiner.

EATON

La grève prend fin avec la chute de Faulkner Les protestants triomphent en Ulster

BELFAST (PA, AFP) — Le Conseil des travailleurs de l'Ulster (UWC) a mis fin, aujourd'hui, à la grève qui depuis 15 jours maintient l'Irlande du Nord au bord de l'abîme.

L'UWC a rappelé ses cotisants au travail, moins de 24 heures après avoir réussi à casser le gouvernement provincial, constitué de leaders protestants et catholiques de tendance modérée.

La centrale syndicale protestante a déclaré que le retour au travail se fera graduellement et que l'industrie lourde sera vraisemblablement en mesure de reprendre son activité, lundi.

Les extrémistes protestants ont remporté, hier, une éclatante victoire lorsque le gouvernement présidé par M. Brian Faulkner a été accusé à la démission par suite de la grève qui étouffait progressivement la vie économique ulstérienne.

L'appareil politique, maintenu à bout de bras par le gouvernement de Londres, appuyé par 17,000 soldats, a finalement cédé.

Dès la levée de l'ordre de grève, aujourd'hui, quelques services de transport en commun ont recommencé à fonctionner et la production d'électricité a été relevée de 25 à 40 pour cent.

En dépit de l'état d'alerte des militants de l'IRA, le calme règne dans la capitale où l'activité économique reprend peu à peu.

La grève des protestants, qui a coûté environ 18 millions de livres à l'industrie irlandaise, a mis fin, hier, à la première tentative qui ait jamais été faite en Ulster pour partager le pouvoir entre la minorité catholique et la majorité protestante.

Cette victoire des protestants a été accueillie avec des explosions de joie: on a allumé des feux de joie et on a dansé dans les rues des quartiers protestants de Belfast. Les passants s'interpellaient en demandant: "Avez-vous entendu la bonne nouvelle?"

Cette victoire des protestants a été accueillie avec des explosions de joie: on a allumé des feux de joie et on a dansé dans les rues des quartiers protestants de Belfast. Les passants s'interpellaient en demandant: "Avez-vous entendu la bonne nouvelle?"

Que fera Londres?

Le premier ministre britannique Harold Wilson a coupé court à ses vacances et est rentré hier à Londres. Il pourrait bien rappeler le Parlement s'il décide de rétablir l'administration dirigée de la province par Londres.

Côté pratique, que fera l'armée si le retour de l'administration directe devait se confirmer, les militaires pourraient occuper les centrales électri-

ques. Beaucoup de techniciens pensent cependant qu'au mieux, il faudrait une semaine pour les faire redémarrer à plein régime et à condition qu'il n'y ait pas d'actes de sabotage. A cela s'ajoutent d'autres problèmes: les égoutiers commencent à débayer avec ce que cela peut impliquer du point de vue sanitaire. Les fermiers sont aux abois car ils n'obtiennent plus de nourriture pour le bétail. Un million et demi de poulets ont été sacrifiés car ils ne pouvaient plus être nourris.

M. Faulkner, que les bombes des extrémistes catholiques de l'IRA avaient une première fois déjà chassé de son poste de premier ministre de l'Irlande du Nord, a motivé hier sa démission de l'exécutif par le refus du gouvernement britannique de négocier avec les extrémistes protestants. A ce stade, la situation est dramatiquement simple. La tentative de gouvernement inter-confessionnel de M. Faulkner et du gouvernement britannique a échoué. Les représentants catholiques à cet exécutif sont isolés et même si leur leader, M. Gerry Fitt, a déclaré qu'il récusait la démission de M. Faulkner, pour offrir d'ailleurs la sienne quelques heures plus

tard, il n'en reste pas moins que l'Ulster n'est plus politiquement gouverné.

Constitutionnellement, donc, c'est M. Merlyn Rees, secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, qui représente, seul, le pouvoir et la légalité. En fait, ce pouvoir c'est l'UWC. (Conseil des travailleurs de l'Ulster) qui le détient et qui vient de manifester cette puissance d'une manière éclatante. C'est pourquoi, immédiatement après la démission de M. Faulkner, M. Rees s'est attelé à de nouvelles consultations, dans un dernier effort pour faire renaître sous une forme ou sous une autre un gouvernement provincial qui pourrait garder un semblant de crédibilité.

Mais à moins de céder sur toute la ligne, et encore faudrait-il savoir sur

quoi céder sur les revendications des protestants sont confuses, M. Rees n'a guère d'autre solution que l'imposition de l'administration directe de Westminster. La déclaration qu'il a faite hier après-midi laisse peu de doute à ce sujet.

Les extrémistes protestants ont obtenu, pour leur part, satisfaction sur une revendication essentielle. La démission de M. Faulkner fait que les accords de Sunningdale, créant un Conseil de l'Irlande où Dublin aurait eu son mot à dire aux côtés de Londres et de Belfast quant à l'avenir de l'Ulster, sont maintenant lettre morte. Ces accords impliquaient un exécutif inter-confessionnel en Irlande du Nord c'est-à-dire le partage du pouvoir entre les deux communautés.

Portugal: progrès dans les négociations

LONDRES (AFP, UPI) — Les négociations qui ont commencé depuis quatre jours entre le Portugal et les nationalistes africains de la Guinée-Bissau se poursuivent aujourd'hui et les deux parties se sont déclarées confiantes de parvenir à un accord d'ici quelques jours.

M. Mario Soares, ministre portugais des Affaires étrangères, a quitté Londres hier pour une brève visite à Lisbonne où il a fait rapport des négociations et consulté les dirigeants portugais. Il revient aujourd'hui dans la capitale britannique. Il a dit que les pourparlers se déroulaient favorablement et qu'il n'y avait pas de raison de n'être pas satisfait.

Ce voyage éclair de M. Soares laisse à penser que les négociations avec le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap Vert (PAIGC) sont parvenues à un point particulièrement important, ce qui expliquerait que le ministre des Affaires étrangères a été amené à consulter le chef du gouvernement et le président de la république.

En son absence, une sixième séance de négociations a eu lieu entre les deux délégations, dirigées respectivement par M. Antonio de Almeida Santo, ministre de la Coopération interterritoriale, et le commandant Pedro Pires, vice-ministre des forces armées de la Guinée-Bissau.

Les Portugais espèrent tout au moins en arriver à un accord de cessez-le-feu en Guinée portugaise, la plus petite et la plus pauvre des trois colonies d'Afrique, quitte à reprendre les discussions politiques plus tard.

L'un des obstacles vient de ce que les nationalistes exigent que les îles du Cap Vert, où le Portugal possède des bases aériennes et navales, fassent partie du futur Etat indépendant de la Guinée-Bissau, déjà reconnu par plus de 80 pays.

Grèves à Lisbonne

Cependant, le mouvement de grèves s'est étendu en métropole où les boulangers et les employés des postes ont cessé le travail. Les conducteurs des autobus et tramways ont observé hier leur deuxième journée de grève, occasionnant des embouteillages monstres à Lisbonne. Tous réclament de meilleurs salaires.

En Afrique, les combats se sont poursuivis au Mozambique et en Angola.

Giscard tient parole en formant un gouvernement d'hommes nouveaux

PARIS (PA, AFP) — M. Valéry Giscard d'Estaing avait promis le changement et la surprise.

Le premier gouvernement de son septennat paraît refléter ces deux orientations. On n'y retrouve en effet, en dehors du premier ministre Jacques Chirac, que trois des membres du précédent gouvernement: M. Michel Poniatowski, qui passe de la Santé à l'Intérieur, avec rang de ministre d'Etat — il est le seul à avoir cette distinction — M. Robert Galley, qui passe des Armées à l'Equipement, et M. Christian Bonnet qui passe du secrétariat d'Etat au Logement au ministère de l'Agriculture.

Ce nouveau gouvernement comprend 15 ministres, en plus du premier ministre. Les noms des secrétaires d'Etat ne seront rendus publics qu'ultérieurement (9 juin).

Comme on le prévoyait, M. Jean Lecanuet, qui avait fait campagne dès le début pour M. Valéry Giscard d'Estaing, est nommé ministre de la Justice. C'est son premier véritable portefeuille. Dans sa longue carrière politique, M. Jean Lecanuet n'avait été en effet que secrétaire d'Etat à la présidence du conseil dans le cabinet Edgar Faure (1955-56).

Adversaire du général de Gaulle lors de l'élection présidentielle de 1965, il contribua à le mettre en ballottage. Les gaullistes ne le lui avaient jamais pardonné.

C'est un autre adversaire du gaullisme qui fait son entrée au gouvernement avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui tenta de ravir le siège de député de Bordeaux à M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, en 1972. Il est chargé d'un nouveau ministère, celui des Réformes.

Trois partis

Le dosage a été scrupuleusement respecté entre UDR, républicains indépendants et réformateurs. Chacune de ces formations obtient quatre portefeuilles.

Pour les UDR, il s'agit de la Défense, de l'Equipement, de la Qualité de la vie et du Commerce et de l'Artisanat.

Pour les républicains indépendants, l'Intérieur, les Finances, l'Agriculture et l'Industrie.

Pour les réformateurs, la Justice, les Réformes, la Coopération et le Travail.

Pour la première fois, une femme accède au rang de ministre de plein exercice. Il s'agit de Mme Simone

Veil, secrétaire général du Conseil de la magistrature, qui obtient le portefeuille de la Santé publique. Elle est au nombre des trois techniciens de ce ministère, avec le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues, qui était ambassadeur à Bonn, et le recteur René Haby, nommé ministre de l'Education nationale.

Dix personnalités n'avaient encore jamais fait partie d'un gouvernement.

Figures nouvelles

M. Jacques Soufflet, qui est chargé de la Défense, a commandé le groupe Lorraine des forces aériennes françaises libres, de 1942 à 1944, et il est lieutenant-colonel de l'Armée de l'air. Il est sénateur des Yvelines depuis 1959 et vice-président du Sénat depuis 1971.

M. Jean Sauvagnargues a occupé de nombreux postes de première importance aux Affaires étrangères avant d'être nommé, en 1970, ambassadeur à Bonn.

M. Jean-Pierre Fourcade, à la fois technicien et républicain indépendant, a été depuis de nombreuses années l'un des plus proches collaborateurs de M. Valéry Giscard d'Estaing, notamment comme directeur des Prix.

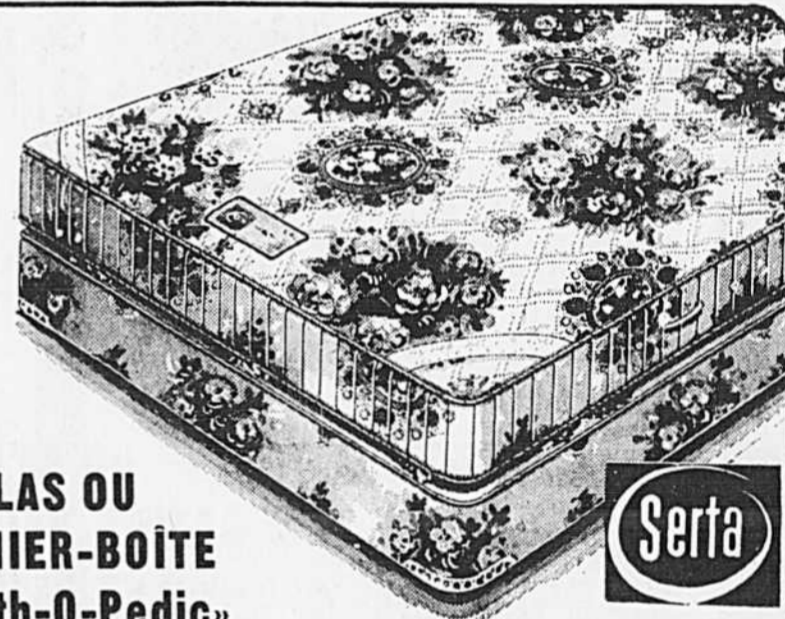


Feux de joie en Ulster

Les protestants de l'Ulster ont allumé hier des feux de joie pour célébrer la démission de l'exécutif présidé par M. Brian Faulkner. Allumer des feux de joie est une façon traditionnelle pour les protestants de fêter un événement.

VENTE 63 ième ANNIVERSAIRE Woodhouse

Une occasion de rendre votre intérieur plus attrayant, plus confortable, et ce, sans grever votre budget



MATELAS OU SOMMIER-BOÎTE «Health-O-Pedic»

Un matelas qui vous assure des nuits de tout repos. Il est à ressorts spiraux, recouvert d'un résistant couil voluté à motif floral et rembourré de plusieurs couches de feutre blanc. Le sommier-boîte appareillé, conçu pour un meilleur support et un plus grand confort, est également disponible au même bas prix.

SPÉCIAL

6495 chacun

FAUTEUIL BERÇANT À BASE PIVOTANTE

Après une dure journée de travail, relaxez dans ce fauteuil, recouvert d'un chic et résistant tissu disponible dans un vaste choix de couleurs. Le cadre de bois franc séché au four, la construction à ressorts anti-affaissement et le coussin réversible généreusement rembourré, vous assurent confort et solidité.

SPÉCIAL

\$119



Tables de chevet appareillées également disponibles à 59.95 chacune

MOBILIER DE CHAMBRE, 3 morceaux

Un mobilier robuste et élégant tout à la fois. Il est composé d'une tête de lit de 54"/60", d'un bureau triplé avec miroirs jumelés et d'une spacieuse commode à 5 tiroirs. L'ébénisterie est d'un fini chêne. Le tout est agrémenté de poignées de cuivre antique et d'appliqués stylisés. Les tables de chevet sont également disponibles.

SPÉCIAL \$469



MONTREAL
3956 est. Ontario
Tel.: 527-9251
CHOMEDEY
1180, boul. Labelle
Tel.: 688-9750-1
MONTREAL-NORD
10,672, boul. Pie-IX
Tel.: 324-1610

6 ETAGES AVEC UN VASTE CHOIX EN AMEUBLEMENT POUR TOUS LES GOÛTS
915 est Ste-Catherine **Tel.: 845-9261**

AUBAINES SIMILAIRES AUX AUTRES MAGASINS SUIVANTS:

LaSALLE
8360, boul. Newman
Tel.: 363-4955-6
PIERREFONDS
4989, boul. des Sources
Tel.: 684-5591-2
MONTREAL-NORD
6065 est. Henri-Bourassa
Tel.: 325-6611

VERDUN
3913, Wellington
Tel.: 766-2343
GREENFIELD PARK
204, boul. Taschereau
Tel.: 671-5933
CHATEAUGUAY-CENTRE
298, boul. d'Anjou
Tel.: 691-6812-3

Le train-train du "Trudeau Express"

par Marcel PEPIN
envoyé spécial de LA PRESSE

TRURO, Nouvelle-Ecosse — Le "Trudeau Express" a longé hier les côtes du Cap Breton pour ensuite s'enfoncer dans le sud de la Nouvelle-Ecosse.

A son bord: le premier ministre Pierre Elliott Trudeau, sa femme Margaret et le petit dernier. Aussi, bien sûr, la batterie d'assistants qui ont charge de planifier le voyage, de renseigner le premier ministre et d'occuper les journalistes.

Pour la circonstance, on a fait monter le premier ministre de Nouvelle-Ecosse, M. Gerald Regan, et un de ses ministres, M. Bill MacEachen. Et à chaque arrêt, on a exhibé le seul député libéral de la province, le ministre Allen McEachen.

Les libéraux misaient fort sur le "Trudeau Express" pour susciter un sursaut d'intérêt dans les Maritimes, particulièrement auprès des organisateurs du parti. Cela aurait pu très bien marcher; malheureusement, le brouillard, la pluie, le froid et même la neige ont failli tout gâcher.

Par grappes de 100, 150, 200 personnes, les partisans libéraux ou les curieux de petites villes comme Iona, Antigonish, New-Glasgow, se massaient quand même autour de la gare où depuis longtemps il ne se passe plus rien. Trempés, grelottant, les plus braves lançaient des bravos à l'arrivée du train. Les autres subissaient patiemment l'attente des discours.

A chaque arrêt, le scénario soigneusement mis au point est répété: le train s'immobilise, le premier ministre Regan salue ses commettants, leur explique l'importance de réélire les libéraux à Ottawa et passe le micro à M. Trudeau qui rappelle sans insister les

Voir TRAIN-TRAIN, page A 6

● Pleins feux sur la campagne électorale

— page G 1



Le premier ministre, Pierre Elliott Trudeau, s'adresse à une foule de Port Hawkesbury, à partir du "Trudeau Express". Il est accompagné de sa femme et du premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, M. Gerald Regan.

L'affaire Jones Stanfield joue sa tête...

par Claude TURCOTTE
envoyé spécial de LA PRESSE

MONCTON — "Je ne suis pas entré en politique pour faire des compromis sur les principes. Il y a des choses plus importantes que de gagner des élections", a déclaré ce matin le chef du Parti conservateur au sujet de "l'affaire Jones".

De passage à Moncton pour mettre fin à ce problème qui a détourné l'attention sur la campagne conservatrice, M. Robert Stanfield a été jusqu'à soutenir qu'il était disposé à risquer son leadership sur cette question.

Dans cette perspective, M. Stanfield a pris deux décisions majeures relativement à la candidature du maire de Moncton: premièrement, M. Jones ne sera pas candidat officiel du Parti con-

servateur; deuxièmement, même s'il était élu le 8 juillet, il sera rejeté du caucus des députés conservateurs.

Le chef du Parti progressiste-conservateur a réglé en moins d'une demi-heure, aujourd'hui, le cas du maire Jones qu'il considère comme un candidat tout à fait inacceptable pour représenter son parti lors des prochaines élections du 8 juillet.

Le candidat officiel du parti sera M. Charles Thomas, qui a été député depuis 1968. Il n'y aura pas de nouvelle convention, M. Thomas est le candidat officiel.

Dans une brève déclaration, M. Stanfield a soutenu qu'il était de son devoir d'exercer un leadership au plan des politiques de son parti en vue des plus grands intérêts du pays.

Le complexe olympique L'absence de soumissions soulève des inquiétudes

La décision du comité exécutif de Montréal de passer outre aux soumissions publiques pour l'aménagement du complexe olympique de \$250 millions en vue des Jeux de 1976 a suscité des réactions défavorables dans divers milieux et la ratification de la décision par le conseil municipal est loin d'être acquise.

Il est du moins certain que le comité exécutif n'obtiendra pas l'appui unanime et inconditionnel des conseillers lors de la réunion spéciale convoquée pour demain matin.

A l'Assemblée nationale, d'abord, le député de Lafontaine, M. Marcel Léger, a vainement tenté, hier, d'obtenir l'opinion du gouvernement sur la

décision montréalaise, et M. Fernand Lalonde, ministre d'Etat au conseil exécutif, a simplement promis d'examiner cette initiative au sein du comité des finances, formé de représentants de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec, et chargé de surveiller les dépenses et revenus des Jeux de 1976.

M. Victor Goldbloom, ministre des Affaires municipales, a déclaré que les soumissions publiques étaient "un principe solidement enraciné dans

Voir SOUMISSIONS, page A 6

● Autres informations en page E 16

AUJOURD'HUI

Le coup de balai de Giscard d'Estaing

Dans son premier gouvernement, le nouveau président de la France a surpris hier par la vigueur du coup de balai qu'il donne aux gaullistes qui assument le pouvoir depuis seize ans. Giscard d'Estaing assure une entrée en force des centristes dans ce gouvernement où les techniciens et les apolitiques occupent également plusieurs postes importants. D'où la difficulté de déceler immédiatement une direction précise du gouvernement Chirac, dont Louis-Bernard Robitaille analyse la composition et les lignes de force en page A 5.

Deux des frères Dubois, en prison

— page A 3

Bienvenue n'a pas l'intention de perdre ses pouvoirs à cause du bill 22

— page A 2

Les protestants triomphent en Ulster

— page D 12

SOMMAIRE

Arts et spectacles: E 19 à E 21
Bandes dessinées: D 16
Cinéma: E 21
Décès, naissances, etc.: D 22
Economie: F 1 à F 7
Editorial: A 4
Êtes-vous observateur?: D 16
Horoscope: D 5
Informations étrangères: D 12, D 13
Les maux de notre langue: A 14
Loisirs et Récréation: D 16, D 17
Médecine d'aujourd'hui: D 6
Mon Oeil sur Montréal: D 2
"Mot-mystère": D 16
Mots croisés: H 18
Petites annonces: H 4 à H 22
Radio et télévision: D 15
Sciences: D 14
Sports: B 1 à B 11
Tribunaux: E 11
ULTIMATUM: H 7
Vivre aujourd'hui: D 1 à D 10

Claude Simard choisit Sorel comme premier port de plaisance provincial

par Rhéal BERCIER
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Sorel, sous M. Claude Simard, deviendra la plaque tournante du tourisme nautique au Québec, a appris LA PRESSE de sources dignes de foi.

C'est en effet dans ce fief de la famille Simard que le gouvernement du Québec, par l'entremise du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche dont M. Simard est le titulaire, créera (en collaboration avec Ottawa) la première "marina" provinciale.

Ce port de plaisance, d'une capacité de quelque 200 bateaux, sera aménagé au coût de \$800,000.

La participation du fédéral dans ce projet d'envergure pour cette sphère

d'activités se traduira par la construction d'une jetée et d'un mur de soutènement de même que par le dragage du bassin. Les travaux ont déjà démarré.

Québec, en vertu de la loi fédérale d'aide aux ports de plaisance, devra investir (au cours d'une période maximum de trois ans) l'équivalent des sommes immobilisées par Ottawa.

Ainsi, la participation du gouvernement québécois consistera à assurer l'abri terrestre (pour l'hiver), les services aux bateaux, les quais flottants, les rampes de mise à l'eau et les équipements essentiels, comme l'électricité et l'eau potable notamment.

L'Assemblée nationale devra légiférer pour permettre au ministère du Tourisme de réaliser ce projet. Une

pièce de législation doit être présentée durant la présente session, comme en fait foi ce paragraphe retiré du discours inaugural, du 14 mars dernier:

"Une attention particulière sera également accordée aux activités de plein air par la création d'espaces verts à la proximité des concentrations urbaines, la promotion des facilités offertes dans les parcs et le développement de ports de plaisance."

C'est le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qui exploitera directement le port de plaisance de Sorel.

Il sera accessible au public, comme la plupart des "marinas" au Québec; en outre, il sera le premier jalon d'un véritable réseau de ports de plaisance que le Québec entend mettre sur pied.

Deux raisons sont invoquées: inciter les touristes à pénétrer davantage au Québec et à y demeurer le plus longtemps possible; satisfaire les navigateurs résidents en matière d'équipement portuaire.

Sorel est considérée comme site stratégique: elle est située au cœur du circuit québécois capable d'attirer les navigateurs du nord-est américain — un marché potentiel d'un million de touristes pratiquent ce sport.

Sorel étant aussi située au confluent du Saint-Laurent et du Richelieu, peut recevoir le trafic de plaisance des Grands Lacs et de l'Outaouais d'une part et de New York via les rivières Hudson et Richelieu de même que du Lac Champlain, d'autre part.

Outre Sorel, les "marinas" stratégi-

ques du ministère seront situées dans les villes suivantes: Chambly, Ile Raymond, Montréal, Hull, Trois-Rivières, Québec, Tadoussac et Chicoutimi. A cause de sa situation géographique, Sorel est privilégiée.

L'objectif du ministère est d'amener le public navigateur dans le Saguenay, ce qui favorise des voyages d'une durée de 10 à 15 jours.

On compte quelque 30 "marinas" équipées au Québec. Les deux plus importantes sont celles de Montréal et de Québec, qui sont exploitées par des corporations sans but lucratif.

Dans le cas de Sorel — comme pour les autres qui suivront — c'est le gouvernement provincial qui sera le promoteur et le ministère du Tou-

Voir SIMARD, page A 6



Le chef du Crédit social, Réal Caouette, quelques heures avant son entrée à l'hôpital, hier.

Caouette ne risquera pas sa peau pour les élections

par Paul LONGPRE
envoyé spécial de LA PRESSE

ROUYN — Même s'il est un passionné de politique, Réal Caouette n'a pas l'intention de risquer sa peau pour une campagne électorale. Hospitalisé hier à Rouyn pour une durée de trois jours, le chef créditiste confiait à la presse quelques heures plus tôt qu'il se plierait aux consignes médicales quant à la poursuite de sa carrière politique. Les choses n'en sont pas là, s'est-il empressé d'ajouter. Sa santé est "moins bonne qu'il le souhaiterait", mais il se dit tout à fait confiant de faire campagne d'un océan à l'autre à compter de dimanche prochain.

Son médecin, le Dr Achille Juneau, maire de Rouyn, a parlé d'exams de routine, précisant que l'état de santé de M. Caouette ne s'est pas particulièrement détérioré. Il s'agirait surtout, au cours de ces trois jours, de "rebalancer" son diabète.

Voir CAOINETTE, page A 6

TRAIN-TRAIN

SUITE DE LA PAGE A 1

divers programmes fédéraux destinés à relever l'économie des Maritimes. Ensuite, c'est le traditionnel bain de foule sous la pluie où le couple Trudeau serre les mains des gens et cause avec les citadins.

Entre-temps, Mme Trudeau aura reçu une gerbe de fleurs, le premier ministre aura pris un moment pour causer avec le maire et les cornemusiciens auront joué quelques airs nostalgiques. C'est déjà le moment de repartir. L'arrêt aura duré en tout 15 minutes.

A bord

A bord, un grand calme règne pour une autre heure. Le chef libéral prend place dans son wagon particulier avec son épouse, tandis que journalistes et photographes regagnent leur cabine ou envahissent le salon-bar qui tient lieu de grand salon.

Le train nolisé est spécialement équipé pour accommoder la cinquantaine de journalistes, de photographes, caméramen et autres spécialistes qui ont pris place à bord: téléphone, chambre noire, etc.

L'entourage du premier ministre loge avec le monde ordinaire. On retrouve les conseillers aussi bien au salon qu'à la salle à manger où ils affichent une tranquillité assurée, évitant cependant les charges partisans.

L'objectif est évident: détruire au plus tôt l'impression que partagent beaucoup de journalistes, à savoir que les libéraux partent perdants dans cette campagne.

Le recours au train comme moyen de transport complète d'ailleurs cette stratégie: le rythme y est plus lent, le décor plus authentique, les foules, la curiosité aidant, plus spontanées. Le premier ministre n'a pas l'air trop pressé, n'affiche aucun signe d'inquiétude. Le décor interdit l'agressivité.

Sydney

Le premier ministre n'a quitté les marches de la gare qu'une seule fois, à Sydney, où il a parcouru rapidement l'un des immenses bâtiments de la Sysco, rencontrant les travailleurs à l'ouvrage. Pas de réception officielle avec les dirigeants de la compagnie, ni de discours. Parcourant rapidement les lieux, M. Trudeau se contente d'engager la conversation avec les hommes qui viennent à sa rencontre. Les caméras sont là nombreuses. Les organisateurs de la tournée atteignent ainsi l'un de leurs buts: en soirée, des millions de Canadiens verront le premier ministre causer avec des travailleurs. L'image du Trudeau arrogant et distant vient de s'améliorer d'autant.

Aujourd'hui, le train nolisé a quitté Truro en matinée en direction du Nouveau-Brunswick où il s'arrêtera notamment à Bathurst, Moncton et Campbellton. Puis ce sera la traversée du Québec.

Piqué par la curiosité ou emballé par l'aventure, un fort contingent de journalistes ont évahi le train nolisé. Certains journaux y ont délégué trois reporters, comme si les grands "happenings" de 1968 pouvaient recommencer. Jusqu'ici, rien de bien exceptionnel à signaler. Mais on n'a pas encore atteint le Québec.

CAOQUETTE

SUITE DE LA PAGE A 1

Au cours de ses entretiens avec les journalistes, M. Caouette s'est montré jovial. Il paraissait en meilleure forme que samedi dernier, lors de la tournée qu'il a dû écouter dans Bellechasse et le Bas-du-Fleuve. Il a de nouveau souligné que le Crédit social Canada ne manque pas de leaders en puissance, mentionnant les noms des députés René Matte (Champlain), André Fortin (Lobinière) et celui de son fils, Gilles, élu de justesse dans Charlevoix au dernier scrutin.

Les troubles diabétiques du leader créditiste remontent à plusieurs années. Agé de 57 ans, il a dû subir d'autre part l'ablation de la vésicule biliaire peu avant la campagne électorale de 1972. Il a été hospitalisé deux fois au cours de l'hiver dernier à la suite d'accidents de motoneige. Réputé pour son assiduité aux travaux des Communes, il ne s'est guère montré au Parlement cette année que pour les jours critiques du déclenchement des élections.

M. Caouette se dit prêt à diriger la campagne à partir de son lit d'hôpital, s'il le faut. Il ne croit pas que ce départ de campagne en catastrophe puisse lui être néfaste de quelque façon. Au contraire, dit-il, "c'est bon pour la publicité".

Les quelques députés créditistes que LA PRESSE a pu joindre par téléphone, hier soir, se sont montrés très peu loquaces devant cet "incident de parcours". Chacun se préoccupe de l'organisation de sa propre campagne et tous semblent compter, cette fois encore, sur l'extraordinaire faculté de "rebondissement" dont M. Caouette a toujours fait preuve.

Moscou rend hommage à Richard Nixon

MOSCOU (AFP) — L'agence soviétique Tass a rendu hommage, hier, au réalisme politique du président Richard Nixon, qui a conduit à la signature, le 29 mai 1972, du document solennel fixant les fondements des relations entre l'URSS et les États-Unis.



Le Premier ministre Trudeau a visité hier l'usine Sysco, à Sydney, avant d'entreprendre la tournée du Cap-Breton en train.

SOUMISSIONS

SUITE DE LA PAGE A 1

notre système gouvernemental", mais il a précisé que l'article 107 de la charte de Montréal plaçait cette question sous la juridiction exclusive des autorités municipales.

"Le gouvernement provincial n'y peut rien", a dit M. Goldbloom.

Surtout que l'abandon des appels d'offres publics par le conseil municipal n'est soumis qu'à deux restrictions selon l'article 107 de la charte: une recommandation du service intéressé et un rapport du comité exécutif.

Aussi M. Lawrence Hanigan, président du comité exécutif de la CUM et

un membre de l'exécutif de Montréal, s'est-il empressé de déclarer, hier, qu'un rapport du service des Travaux publics recommande l'abandon des soumissions publiques "en raison de la hausse constante du coût des matériaux de construction".

Quant au rapport du comité, il s'agit en fait d'une résolution visant ni plus ni moins le contrôle total de

tous les aspects de la réalisation des installations olympiques.

M. Hanigan a précisé que le comité optait plutôt pour "la soumission par invitation" ce qui, selon lui, permettrait d'accélérer le processus et de déterminer à l'avance les bénéfices des entrepreneurs.

A cela, M. Roger Charbonneau, président de la Chambre de commerce de Montréal, a répliqué que seules les soumissions publiques sont aptes à réduire au minimum la marge bénéficiaire des entrepreneurs.

Qualifiant l'abandon des soumissions publiques de "porte ouverte au favoritisme", M. Charbonneau a déclaré que le manque de temps indiqué par la Ville devrait être prouvé à la satisfaction du public.

Pour sa part, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), qui fera la lutte au Parti civique du maire Drapeau aux élections municipales de novembre, a invité le conseil à repousser la requête de l'exécutif et a recommandé à l'Ordre des ingénieurs et à l'Ordre des architectes du Québec de se prévaloir de l'article 110 du Code des professions pour faire enquête sur l'ensemble du projet et passer à la loupe tous les plans élaborés jusqu'ici.

Le RCM soutient que la Ville a péché en confiant la préparation des plans, par des négociations secrètes, à des architectes et ingénieurs français qui, dit-il, ont sous-estimé des données comme le climat, les glaces, et les exigences d'isolation.

Rappelant que le métro a été conçu par des ingénieurs français, que le coût du vélodrome atteindra finalement \$25 millions, au lieu de \$9 millions comme il avait été prévu initialement, et que cinq firmes ont conclu que le toit du stade olympique s'effondrerait, le RCM demande s'il faut attendre une catastrophe pouvant impliquer 70,000 personnes avant de réagir.

Le Rassemblement rappelle par ailleurs que la Ville a perdu plusieurs millions de dollars en revenus éventuels lorsqu'elle a cédé, pour \$25 mil-

lions, toujours en négociations secrètes, les droits de transmission des Jeux aux États-Unis au réseau ABC.

L'Ordre des ingénieurs et l'Ordre des architectes du Québec pensent également que "cette décision dangereuse découle de la tendance du maire Drapeau à recourir aux professionnels français pour la préparation des plans du complexe olympique".

"De deux choses l'une", a déclaré M. Robert Masse, de l'OIQ: "Ou les plans ne sont pas prêts, et alors les travaux seront de toute façon retardés; ou ils sont prêts, alors il n'y a aucune raison de contourner les soumissions publiques."

Pour M. Jean-Luc Poulin, de l'OAQ, le problème remonte à l'engagement de professionnels français, qui travaillent loin de l'emplacement des Jeux et selon les méthodes de la technologie française.

Enfin, l'Association des sous-entrepreneurs en construction du Québec (ASECQ), qui regroupe quelque 4,500 membres, estime que la décision de Montréal est de nature à compromettre les Jeux de 1976.

Ce sont les entrepreneurs les moins solvables qui héritent de contrats en négociations directes et ce sont ces entrepreneurs qui sont le plus susceptibles de provoquer des conflits industriels coûteux, affirme l'ASECQ.

SIMARD

SUITE DE LA PAGE A 1

l'exploitant. Un port de plaisance d'une capacité de 200 bateaux donne de l'emploi à quelque 20 personnes.

Le projet de créer un port de plaisance à Sorel remonte à 1968, sous l'Union nationale. Un dossier sur cette question a été complété en 1970.

Il était confiné dans les tiroirs lorsque M. Claude Simard demandait, en 1973, d'en poursuivre l'étude. M. Simard, beau-frère du premier ministre M. Robert Bourassa, est député du comté de Richelieu, circonscription dont Sorel est le coeur.



FESTIVAL DU PIANO GALIPEAU MUSIQUE

- du 30 mai au 1er juin
- \$250.00 pour votre piano usagé sans le voir avec l'achat d'un nouveau piano
- banc, transport et accord du piano compris



WURLITZER

modèle 1610 "Rudolph", hauteur 37 1/2 pouces, style contemporain, fini cerisier, action directe, 3 pédales, table d'harmonie garantie 10 ans.



KIMBALL

modèle 4122, hauteur 41 pouces, style provincial italien, fini noyer, action directe, pression des marteaux de 12 livres, table d'harmonie de 9 plis de bois en sens inverse, à l'épreuve du froid et de la chaleur, table d'harmonie garantie à vie contre les brisures, piano garanti 10 ans, avec banc coussiné.



WURLITZER

modèle 1230, hauteur 37 1/2 pouces, style provincial français, fini cerisier, action directe, capacité de résonance surprenante, 3 pédales, table d'harmonie garantie 10 ans.



1480 est, FLEURY, MtL.

Tél.: 387-2568

Galipeau musique

Le PQ s'appuie sur Cloutier pour contredire Denis Hardy

QUEBEC (PC) Le nouveau ministre des Affaires culturelles, M. Denis Hardy, est naïf, prétentieux ou menteur, lorsqu'il clame qu'il viendra à bout du fédéral pour finalement faire du Québec le maître d'oeuvre de sa politique culturelle.

C'est du moins la conviction du député péquiste de Saint-Jacques, M. Cloutier, qui participait hier à l'étude des crédits des Affaires culturelles, en commission parlementaire.

La souveraineté culturelle du premier ministre Bourassa est impossible à réaliser, dit-il, en appuyant son argumentation sur le "testament" que le ministre François Cloutier légua, l'an passé, à M. Hardy, en quittant les Affaires culturelles pour l'Education.

C'est ce fameux document, en date de mai 1973, que le quotidien Le Soleil a dévoilé juste avant l'élection d'octo-

bre, au grand mécontentement de son auteur, le ministre Cloutier.

Concentration

En substance, ce document établissait que le Québec se trouve dans l'impossibilité d'établir sa propre politique culturelle, à cause d'une concentration trop massive des efforts du fédéral dans ce domaine.

"Lorsqu'un ministre, le secrétariat d'Etat du Canada, voit son budget passer de \$11.5 millions à \$867 millions en 11 ans, il y a lieu de se poser des questions. Supposons que le quart de cette somme soit dépensé au Québec, c'est encore 10 fois plus que le modeste budget québécois, qui est de \$25 millions pour 1974-75".

En outre, poursuivait M. Charron en reprenant les propos de M. Cloutier, le fédéral s'est définitivement implanté dans le domaine culturel et il ne saurait logiquement s'en retirer, en raison de sa politique d'unité nationale.

Comment le ministre Hardy peut-il réussir dans un domaine où son prédécesseur avait déjà fait un constat d'échec? Pourquoi aurait-il plus de succès que ses collègues L'Allier aux Communications, Toupin à l'Agriculture, Cournoyer au Travail et Saint-Pierre à l'Industrie et Commerce?

"On n'a pas les moyens d'appliquer cette politique culturelle et vous mentez quand vous dites qu'Ottawa vous attend les bras ouverts. C'est contraire au fédéralisme", a notamment déclaré M. Charron au ministre Hardy.

Scepticisme absolu

"Quand on a choisi ce régime, il faut en admettre les implications, comme j'ai l'impression que le ministre des Communications est en train de le réaliser à ses dépens", a ajouté le critique péquiste.

Il a d'ailleurs avisé le ministre que l'Opposition n'était pas prête à accorder un "appui naïf" au gouvernement dans un domaine aussi important que la mainmise étrangère sur la vie cultu-

relle des Québécois, non plus qu'à la loi-cadre du cinéma "qui nous est promise pour une cinquième année consécutive".

En somme, M. Charron a souligné au ministre qu'il devrait avoir l'humilité d'admettre lui aussi que ses chances de succès dans ses discussions prochaines avec le fédéral sont presque nulles.

"Le secrétariat d'Etat en a déjà vu arriver beaucoup des députés de Terrebonne-comté de M. Hardy — même si on veut se présenter à Ottawa avec un dossier pour le désarçonner. Il en a déjà ren-

voyé chez eux bien concrètement".

Politique partisane

Plus ou moins stoïque devant toutes ces remarques, le ministre Hardy a répliqué avec des arguments relevant de la plus pure politique partisane.

"Quand le député de Saint-Jacques et son parti voient approcher cette possibilité qu'auront les Québécois de s'épanouir complètement, ils paniquent, parce qu'ils constatent que tout leur échafaudage sera ainsi démolit". M. Hardy a également fait

savoir à son interlocuteur qu'il avait, selon lui, une "absence de pensée politique en matière culturelle". Il est d'accord avec le PQ sur un point: la situation actuelle est loin d'être satisfaisante.

"Mais là où l'on diffère, c'est que nous croyons, parce que nous n'avons pas les idées figées, que le fédéralisme peut évoluer dans le sens que nous voulons, et c'est ce qui vous fait paniquer. Vous espérez le statut quo de toutes vos forces et vous allez même jusqu'à donner des arguments aux fédéralistes".

Malgré l'opposition Canada-USA Prêt de \$160 millions de la Banque mondiale à l'Inde

WASHINGTON (PA) — La Banque mondiale, passant outre à l'opposition de ses directeurs canadiens et américains, a décidé d'accorder à l'Inde un prêt de \$160 millions pour l'importation de produits industriels.

Les deux directeurs dissidents avaient mis en doute le bien-fondé d'une telle allocation de fonds en vue de la récente explosion nucléaire souterraine indienne.

Des responsables de la Banque mondiale ont confirmé hier que le prêt avait été accordé et ont précisé qu'il n'était pas question d'interrompre l'assistance apportée à l'Inde, malgré les doutes soulevés par les deux directeurs dissidents quant aux priorités définies par le gouvernement indien dans son programme de développement.

Hier, à Ottawa, le ministre des Affaires étrangères du Pakistan, M. Aziz Ahmed, a demandé au Canada de mettre fin à son aide à l'Inde, ce qui donnerait à son pays, estime-t-il, un sentiment de sécurité contre une attaque nucléaire

de la part de son voisin.

Rappelons que l'Inde a procédé à une explosion nucléaire souterraine, le 18 mai dernier, à Radjistan, près de la frontière du Pakistan. Plusieurs pays tiennent le Canada responsable de cet essai pour avoir fourni à l'Inde des réacteurs, de l'assistance technique et des matériaux.



Aziz AHMED

l'explosion, équivalant à la détonation de 15,000 tonnes de dynamite, faisait de l'Inde le sixième membre de l'exclusif club nucléaire. Les autres sont les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, la Grande-Bretagne et la France.

La visite de M. Ahmed à Ottawa suivait de peu une rencontre qu'il a eue à Washington avec le président Nixon. Il projette par ailleurs de se rendre en Grande-Bretagne et en France avant de regagner son pays.

Appui à l'Inde

D'autre part, le directeur général du Centre québécois des relations internationales, M. Albert Legault, s'est dit d'avis, hier, que le Canada n'avait pas le droit de condamner l'Inde pour son essai atomique, à moins de faire de même à l'endroit des autres pays qui possèdent l'arme nucléaire.

Il a fait remarquer que l'Inde aurait pu probablement fabriquer un engin nucléaire sans l'aide canadienne.

Air Canada: aucune perte d'emploi à Montréal

QUEBEC (PC) — Le démantèlement partiel des bases d'entretien des Boeing 727 d'Air Canada à Winnipeg ne causera aucune perte d'emploi à Montréal.

Le ministre des Transports, M. Raymond Mailoux, en a donné l'assurance, hier, au député créditiste de Beauce sud, M. Fabien Roy, lors d'un débat sur cette question à l'Assemblée nationale.

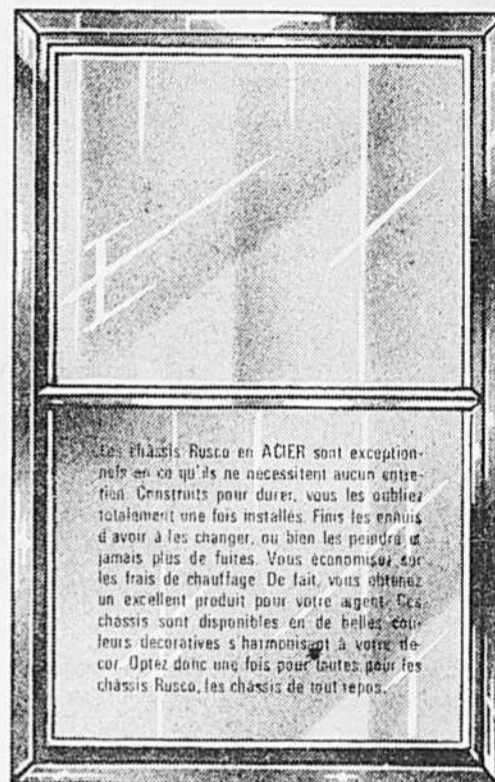
On sait que 11,000 employés d'Air Canada aux usines d'entretien des avions Boeing 727, à Montréal, avaient été menacés de perdre leur emploi si ces bases démantelaient à Winnipeg, à la suite d'une décision du gouvernement fédéral.

Montréal-Toronto Horaire et réservations: 931-2233

Volons orange



optez pour les châssis rusco ...et vous n'aurez plus à les changer



Les châssis Rusco en ALU sont exceptionnels en ce qu'ils ne nécessitent aucun entretien. Construits pour durer, vous les oubliez totalement une fois installés. Fins les joints d'avoir à les changer, ou bien les joints d'avoir jamais plus de fuites. Vous économisez sur les frais de chauffage. De fait, vous obtenez un excellent produit pour votre argent. Ces châssis sont disponibles en de belles couleurs décoratives s'harmonisant à votre décor. Optez donc une fois pour toutes pour les châssis Rusco, les châssis de tout temps.

Estimation gratuite — Garantie par écrit Plus de 40,000 clients satisfaits au Québec Facilités de paiement



HOME SPECIALTIES (1962) INC. 9095, boul. St-Laurent, Montréal 381-2511

Au service des propriétaires québécois depuis 1952

Brault & Martineau établit

la minute de vérité

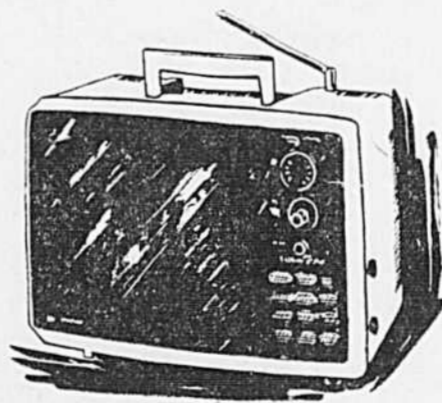
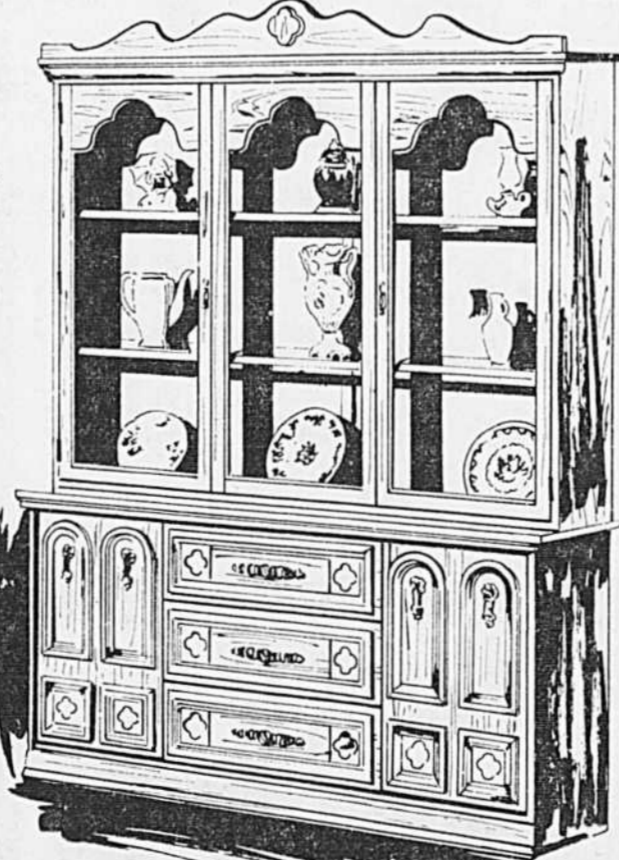
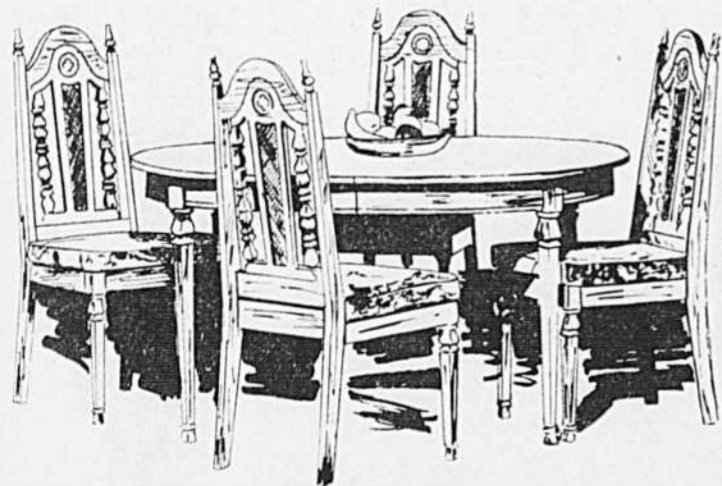
L'inflation s'est manifestée partout! La rareté des produits a créé une hausse des prix partout! Brault & Martineau a décidé d'enrayer l'inflation. Nous ne pouvons établir notre minute de vérité partout... mais vous pouvez être certain que l'hyper-meuble et aux quatre magasins Brault & Martineau c'est chose faite. Plus de confusion! Les prix sont là, la preuve est faite.



Mobilier de salle à manger 7 morceaux

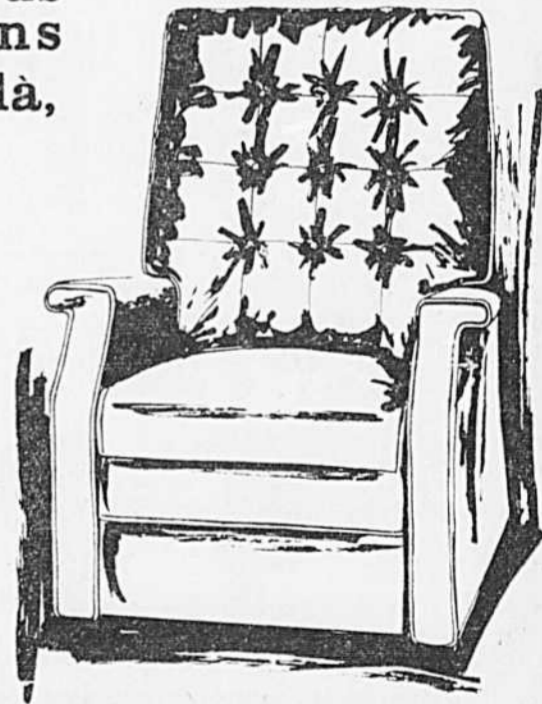
Magnifique mobilier d'inspiration espagnole fini chêne pâle. Comprenant buffet 60" x 17" x 30", une huche 60" x 13" x 50", une table 42" x 56" s'ouvrant jusqu'à 74" et 4 chaises à sièges recouverts de velours or.

Prix tranche: \$799



Hitachi Téléviseur portatif 12" entièrement transistorisé. Un téléviseur de très haute qualité à prix Tranche.

\$139⁹⁵



Pour la fête des Pères Offrez-lui le repos qu'il mérite tant en lui donnant ce magnifique fauteuil inclinable de marque El Ran.

Prix Tranche: \$79⁹⁵

• Entreposage gratuit

• Livraison gratuite dans un rayon de 50 milles

• Plan mise de côté

• Chargex — Master Charge

CHEZ **BRAULT & MARTINEAU** INC.

4690 est, rue STE-CATHERINE 254-7545

5250 est, JEAN-TALON 728-3646

382 boul. des LAURENTIDES Pont-Viau 667-3210

1906 CHEMIN CHAMBLY Longueuil 679-1260

7930 est, SHERBROOKE Hypermeuble Centre d'achats Champlain 353-7330



LES VIANDES... LA RÉPUTATION DE M. IGA!

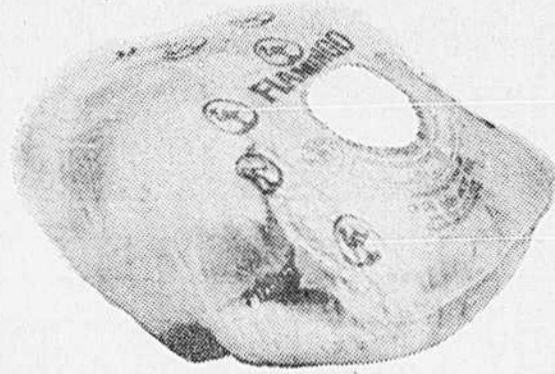
POULETS

CONGELÉS
CRYOVAC



EMPAQUETÉS À VIDE
CANADA
CATÉGORIE "A"
MOYENNE
4 À 5 LB

59¢



PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 1er JUIN 1974
NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS

PÂTÉS À LA VIANDE
BONNE TABLE
CONGELÉS
POULET BOEUF DINDE
3 PÂTÉS 8 OZ **1.00**

FRAIS DES CUISINES BONNE TABLE

TOURTIÈRES BONNE TABLE
AVEC LA SAUCE DU FAIT À LA MAISON 16 OZ **99¢**
TÊTE FROMAGÉE BONNE TABLE CONT 10 OZ **69¢**

Eaux GAZEUSES
SAVEURS ASSORTIES
IGA CAN. ZIP TOP 10 OZ **10¢**
LES PRODUITS IGA VOTRE MEILLEUR ACHAT!

SOUPES AYLMER
TOMATES OU LÉGUMES 8 BTES 10 OZ **1.00**

PÂTES ALIMENTAIRES
CATELLI
SPAGHETTI MACARONI COUPE MACARONI LONG SPAGHETTINI 3 PQTS 16 OZ **1.00**

FÈVES JAUNES
COUPÉES IDÉAL CANADA DE CHOIX 4 BTES 19 OZ **1.00**

CUISSES DE POULET
FRAÎCHES **89¢** LB

POITRINES DE POULET
FRAÎCHES **95¢** LB

DEVANT DE VEAU
DÉOSSÉ - CONGELÉ
SANS PERTE **1.35** LB

JAMBON ROULÉ COTTAGE FÉDÉRAL (EMPAQUETÉ À VIDE) LB **1.15**
JAMBON CUIT TRANCHÉ FÉDÉRAL POT 6 OZ **69¢**
SAUCISSON DE BOLOGNE FÉDÉRAL - AU MORCEAU LB **65¢**
SAUCISSES FUMÉES FÉDÉRAL POT 1 LB **79¢**

BOEUF FUMÉ 4 SACHETS 2 OZ **1.17**
MARTIN
PEPPERONI BELLA VITA EN VRAC LB **1.09**
PIZZA TOUTE GARNIE BELLA VITA 18 OZ **1.29**
FILETS DE SÉBASTE (PERCHE DE MER) CONGELÉS CORVETTE LB **69¢**

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS

PAMPLEMOUSSES

ROSES - DE FLORIDE - TRÈS JUTEUX
GROSSEUR 56 8 POUR **79¢**

ORANGES JAFFA
SUCRÉES ET JUTEUSES
D'ISRAËL ENSOLEILLÉ GROSSEUR 123 DOUZ. **79¢**

BLÉ D'INDE
EN ÉPIS, JEUNE ET TENDRE DE LA FLORIDE CANADA NO 1 5 POUR **59¢**

CHAMPIGNONS
SLACKS
BLANC NEIGE DE WATERLOO QUÉBEC BTE 1/2 LB **55¢**

POMMES
CORTLAND
FERMES ET CROQUANTES
DU QUÉBEC CANADA DE FANTAISIE SAC CELLO 4 LB **99¢**

BEIGNES IGA
RÉGULIERS - SUCRÉS - CANNELLE 3 BTES 12' **1.00**

Vous gagnez toujours chez



POUR L'ADRESSE DU MAGASIN IGA LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS
COMPOSEZ **324-5700**

SUGGESTIONS DE TANTE JEANNETTE
MARGARINE MONARCH
MOLLE PQT **59¢**
COLORÉE 1 LB
PATATES CHIPS SAC **59¢**
HOSTESS 8 OZ

PAIN DE VIANDE
PREM BTE 12 OZ **79¢**

PAPIER DE TOILETTE
MODERNE 1 ÉPAISSEUR PQT 2 ROUL. **39¢**
BLANC

EAU DE JAVEL
LAVO CONCENTRÉE CONT. 64 OZ **39¢**

DÉTERSIF EN POUVRE
BOLD BOÎTE 5 LB **1.89**

LE JUS DE POMME

QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE LE JUS DE POMME PUR ET LE JUS DE POMME CONCENTRÉ? SI VOUS L'IGNOREZ, VOICI LA RÉPONSE.

LE JUS DE POMME PUR PROVIENT DE POMMES FRAÎCHEMENT ÉCRASÉES OU PRESSÉES ET ENSUITE MIS EN CONSERVE OU EMBOUTEILLÉ.

EN QUOI CONSISTE "LE JUS DE POMME CONCENTRÉ"? TRÈS SOUVENT POUR EN FACILITER L'ENTREPOSAGE OU LE TRANSPORT, ON CONCENTRE LE JUS EN LUI RETIRANT ENVIRON 85% DE SON EAU. AVANT QUE CE JUS NE SOIT VENDU AU DÉTAIL, L'EAU EST RAJOUTÉE DANS LA MÊME PROPORTION SOLIDES-LIQUIDES QUE DANS LE JUS ORIGINAL. MÊME SI L'ÉTIQUETTE DOIT MENTIONNER "JUS DE POMME CONCENTRÉ", LE PRODUIT FINAL EST UN JUS DE POMME PUR.

ON N'AJOUTE PAS DE SUCRE À CES DEUX TYPES DE JUS, QUOIQUE DANS LES BREUVAGES AUX POMMES, DU SUCRE EST AJOUTÉ. ASSUREZ-VOUS DE BIEN LIRE L'ÉTIQUETTE AFIN DE SAVOIR QUEL BREUVAGE VOUS ACHÉTEZ.

SUR LES CONTENANTS DE JUS DE POMME, RECHERCHEZ LES MOTS "VITAMINE" OU "VITAMINE 'C' AJOUTÉE". SELON LA LOI SUR LES ALIMENTS ET LES DROGUES, LES MANUFACTURIERS PEUVENT AJOUTER DES QUANTITÉS PRÉCISÉES DE VITAMINES "C". UNE TASSE DE 8 ONCES DE JUS DE POMME VITAMINÉ CONTIENT 88 MG DE VITAMINE C, SEULEMENT 32 MG DE MOINS QU'UNE TASSE DE JUS D'ORANGE RECONSTITUÉ ET CONGELÉ.

Mrs. Paul Murray
DIRECTRICE SERVICE AUX CONSOMMATEURS
HUDON ET ORSALI LIMITEE



Ruth Linstead, de Montréal, récemment élue secrétaire de la division canadienne de l'Association nationale des secrétaires, lors de l'assemblée annuelle tenue à Ottawa. A la même occasion, Shirley B. Coombes, de Halifax, a été choisie secrétaire canadienne de l'année.

Potagers pour citadins

Produire ses propres légumes tout en se délassant à la campagne: voilà ce que pourront se permettre plusieurs citadins grâce à un projet de perspectives-jeunesse.

En cette période d'inflation, c'est un projet fort attrayant, d'autant plus qu'il répond aussi à un besoin de vie au grand air, d'exercice physique, de création.

"Les Jardins communautaires" permettront à

MON Oeil SUR MONTREAL



PAR DOLLARD PERREAULT

quelque 300 familles de cultiver leurs propres légumes.

Le groupe responsable du projet a loué une certaine étendue de terre dans la région de Mascouche et l'a divisée en lopins de cinquante pieds sur cinquante.

Les responsables offrent aussi, de l'aide technique. Des fêtes et des loisirs seront organisés.

Il y aura des poules et autres petits animaux pour permettre aux gens de la ville de se familiariser avec le vie sur la ferme. Un service d'autobus sera mis sur pied.

Pour communiquer avec les responsables, composer 474-0163 ou écrire à l'adresse suivante: C.P. 247, Station Rosemont, Montréal, H1X 3B7.

Loyola: fin d'une époque

La collation des grades du printemps de Loyola qui aura lieu samedi marque la fin d'une époque pour cette institution anglophone établie dans l'Ouest de Montréal depuis 78 ans et le début d'une ère nouvelle. Quand la sanction finale aura été accordée par le gouvernement québécois à sa fusion avec l'université Sir George Williams pour former l'université Concordia, Loyola entreprendra une nouvelle étape de sa vie universitaire comme campus de l'Ouest de Montréal de la nouvelle université.

Plus de 700 étudiants des quatre facultés du collège recevront leurs diplômes universitaires lors de cette collation des grades qui se déroulera à 13h samedi, au complexe athlétique. La journaliste commentatrice radiophonique Barbara Frum sera la conférencière d'honneur à cette collation, devenant la première femme invitée à s'adresser à une promotion de diplômés de Loyola.

Doctorats honorifiques

L'université Laval confèrera cinq doctorats honorifiques lors de la collation des grades qui aura lieu samedi. Les personnes à qui l'université rend ainsi hommage sont: MM. Marcel Bélanger, comptable agréé et économiste conseil; Hugh MacLennan, écrivain et professeur à l'université McGill; Alfred-Maurice Monnin, juge de la Cour d'Appel du Manitoba; Jean-Luc Pepin, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada; Soeur Catherine Wallace, présidente de la Commission des études supérieures des provinces maritimes.

M. Jean-Paul L'Allier, ministre des Communica-

tions du Québec, sera le conférencier demain midi au déjeuner-causerie de l'Association canadienne de télévision par câble qui tient actuellement son congrès à l'hôtel Reine-Elizabeth.

3.500 écoliers participeront demain à une manifestation dans le cadre du projet "Bâtir un monde ami". Ils se rendront en défilé dans les églises du quartier Hochelaga pour sensibiliser les jeunes à l'amitié entre écoliers de différentes écoles. Demain, il y aura goûter dans chaque classe, avec les parents.

L'Association des cadres scolaires du Québec tient à compter de demain son deuxième colloque annuel afin de préciser ses positions sur la question de la centralisation ou la décentralisation de l'administration scolaire.

La Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du vêtement affiliée à la Centrale des syndicats démocratiques tient son congrès demain, vendredi et samedi, à Victoriaville.

La section française de la Société royale du Canada recevra trois nouveaux membres demain au cours d'une réunion à l'auditorium de l'Institut de recherches cliniques de Montréal, 110, avenue des Pins Ouest, à 20h30. Les récipiendaires sont: MM. Roger Comlois, Guy Rocher et Denis Szabo. Le public est invité; l'entrée est libre.

La clinique mobile pour la fonction respiratoire de l'hôpital Mont-Sinaï recevra les personnes intéressées à déterminer leurs possibilités respiratoires, à la Place Longueuil demain et vendredi, de 13h à 21h, et samedi, de 10h à 17h.

L'Association des hommes d'affaires et professionnels canadiens-italiens prépare un grand banquet pour célébrer samedi le 25e anniversaire de sa fondation.

Le service d'information du ministère de la Justice vient de publier une brochure sur les saisies afin d'informer les citoyens de leurs droits en cette matière. Toutes les brochures publiées par le service d'information du ministère de la Justice sont données gratuitement à ceux qui en font la demande en s'adressant au Service d'information, ministère de la Justice, 225 est, Grande-Allée, Québec.

Comment développer les seins

par le Dr Lindsay CURTIS collaboration spéciale

"C'est comme si j'avais été complètement oubliée dans la distribution de certains attributs féminins. Il me semble que d'autres femmes pourraient en avoir un peu moins et quelques unes d'entre nous, un peu plus." Joyeuse et ironique, Pamela, une jeune femme de 22 ans qui vient de donner naissance à son deuxième enfant, exprime ainsi son sentiment.

Non seulement Pamela n'a pas de lait, mais elle n'a pratiquement, pas de seins. Belle comme un pavot, elle m'avait déjà parlé de ce problème à plusieurs reprises, mais toujours avec cette étincelle dans le regard qui me faisait croire qu'elle ne voulait que plaisanter. Invariablement, je lui répondais: "Pam, porte un soutien-gorge de la dimension que tu voudras, et personne ne le saura. Tu pourras même être plus attirante que la fille mieux pourvue que toi."

En plus de la fonction naturelle de nourrir les bébés, trois raisons poussent les femmes à désirer de gros seins, dont la première est que le sein est devenu le principal symbol de la féminité.

La seconde raison, c'est que les femmes pensent que leur mari les aime avec de gros seins. Elles ont partiellement raison, mais peut-être pas autant qu'elle le croit.

La troisième raison, et la plus importante, c'est que bien des femmes perdent confiance en elles-mêmes, en tant que femmes, si elles ont de petits seins. Cette raison est peut-être celle qui peut le mieux justifier une chirurgie plastique.

Des chirurgiens experts, grâce à de nouvelles techniques, peuvent sans aucun danger, grossir les seins.

Les crèmes aux hormones et les lotions, on peut en disposer en un mot, elles sont inefficaces.

Cependant, il y a deux moyens par lesquels une femme peut grossir son buste, deux moyens qui ne coûtent rien et sont sans danger. Le premier est le maintien. Examinez votre profil en vous tenant debout avec un miroir à votre côté: laissez retomber vos épaules et vos bras: remarquez la courbure du haut du dos, voyez comme votre buste ressemble à celui de Twiggy.

Maintenant, tenez-vous bien droite, épaules rejetées à l'arrière, poitrine projetée à l'avant, le menton bas. Remarquez que votre poitrine se relève et que vos seins font saillie.

Parlons maintenant du second moyen de grossir les seins. Le sein est composé en grande partie de tissus gras et repose sur les muscles pectoraux. Tout exercice qui développe ces muscles fait aussi ressortir les seins.

Evidemment, la nage, le jogging, le tennis et même le

golf peuvent contribuer à développer les muscles pectoraux. Il va de soi que les "chin-up" développent aussi les muscles pectoraux tout en faisant travailler les biceps. Couchée sur le dos, bras étendus, avec des livres pesants dans les mains, lever ces poids en l'air. Ce sont les muscles pectoraux qui doivent accomplir la plus grande partie du travail.

Il y a aussi deux exercices très faciles que n'importe qui

peut faire à la maison. Tout en renforçant les muscles pectoraux, ils font ressortir les seins.

Placer les deux bras demi repliés devant soi, pousser une main contre l'autre. Dans cette opposition d'un muscle contre l'autre, les muscles pectoraux font saillie. Faire cet exercice six fois de suite et recommencer aussi souvent qu'on le peut, tout au long du jour.

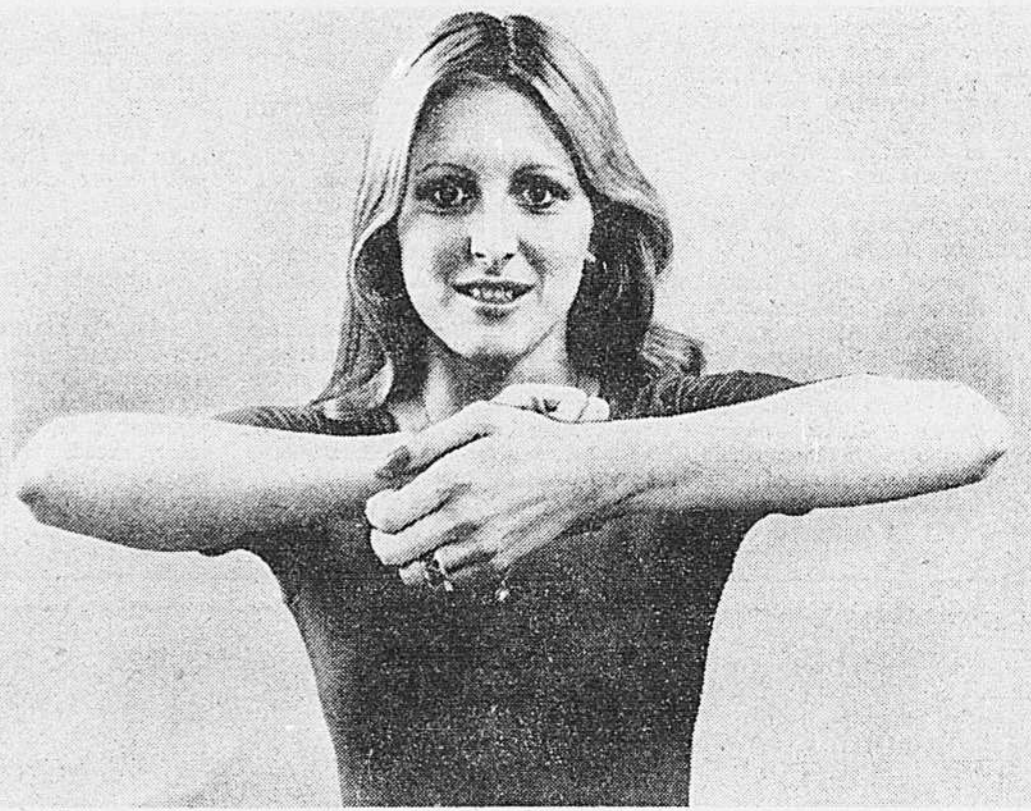
L'autre exercice: couchée

sur le ventre, le poids reposant sur les genoux et l'abdomen, les bras pliés et les mains sur le côté, pousser pour redresser les bras; répéter six fois au début puis augmenter graduellement le nombre de fois, selon ses capacités. Le fait de laisser lentement la poitrine redescendre vers le sol contribue aussi au développement des muscles pectoraux.

Les seins de Pamela ne

sont pas vraiment plus gros qu'ils l'étaient avant qu'elle n'entreprenne ses exercices, mais parce que son maintien est meilleur et que ses muscles pectoraux se sont développés, ils sont sensiblement plus saillants. Pam a aussi un bien meilleur moral.

DEMAIN: des exercices contre le mal de dos.



Pour assurer un meilleur maintien et le développement des muscles pectoraux.

La population a un urgent besoin de plus de services en planning des naissances

par Claudette TOUGAS

Si le ministère des Affaires sociales ne lui accorde pas une nouvelle subvention, pour l'année en cours, la Fédération du Québec pour le planning des naissances accusera un déficit de \$57,000.

Et ça, même si elle a reçu la promesse d'une première subvention de l'ordre de \$66,000 du Provincial, et de \$92,500 du Fédéral, via la Fédération du Canada pour le planning, à laquelle elle est affiliée.

Qu'est-ce à dire? Que, dès septembre prochain, elle connaîtra différents problèmes et devra, de ce fait, diminuer ses services.

Réunis pour une deuxième année en assemblée générale à Sherbrooke, au cours du dernier week-end, les délégués de la Fédération qui représentent toutes les régions du Québec ont clairement démontré que le grand public en général a un urgent besoin d'information et de consultations en planning familial.

Citons, entre autres, les téléphones qui ne cessent de

sonner dès qu'une quelconque publicité est faite à leur sujet dans les journaux, à la radio ou à la télévision.

Rappelons-nous, l'an dernier, la campagne de sensibilisation faite à Montréal à l'aide de placards disposés dans le métro, ou de bris slogans dits à la radio.

De la fin janvier à la fin mars de cette année, la même campagne a été faite à Québec et a connu sensiblement les mêmes résultats. Sauf dans le Québec rural, la Fédération alléguant n'avoir pas très bien su rejoindre les gens.

Et parmi "les priorités de services en planning familial", votées en assemblée générale, mis à part les budgets qui devraient être haussés, soulignons qu'il a été fortement question de la place que devrait occuper le planning dans tous les établissements de santé, afin que des spécialistes, de là, se penchent sur les besoins réels de la population et fassent les démarches nécessaires pour répondre à ces besoins.

Aussi les délégués de la

Fédération se sont élevés contre l'article de loi qui, s'il est appliqué strictement, leur enlève la possibilité d'aider les mineurs quant à leurs problèmes en planning familial sans le consentement de leurs parents.

La Fédération demande donc au ministre des Affaires sociales de mentionner clairement à l'article 36, section VI du chapitre 42 (Loi de la protection de la santé publique) que les soins ou traitements requis par l'état de santé d'un mineur âgé de 14 ans ou plus, soins qui peuvent être dispensés par les médecins des établissements sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement du titulaire de l'autorité paternelle, comprennent entre autres les interventions d'ordres médical et psycho-social à des fins de planning des naissances.

Quant au planning familial proprement dit, la Fédération insiste sur le fait que la planification des naissances n'a pas pour objectif de limiter les naissances ou de les augmenter, mais bien de permettre aux couples un choix libre, res-

ponsable, quant à la possibilité de mettre au monde un enfant.

D'ailleurs dans quelques semaines, l'organisme produira un rapport complet sur "le planning des naissances et les politiques de population" comme cela devrait être, au Québec.

Au sujet de l'éducation sexuelle à l'école, le congrès n'a pu que redire ce qui avait été décidé l'an dernier: que le ministère de l'Éducation est quasi prêt, mais que les parents ne veulent pas.

Et Michel Perreault, directeur général de la Fédération, dira encore qu'il y a presque autant d'émotivité chez les adultes quand on parle d'éducation sexuelle à l'école, qu'il y en a au sujet de l'avortement.

Bref, puisque l'urgence de développer des services en planning des naissances est reconnue, et que le planning est préventif, il est maintenant temps d'étendre au plus grand nombre possible de citoyens ces services.

La Loi 65 ne mettait-elle pas l'accent sur la prévention?

ON EST QUÉBÉCOIS POUR QUOI?

LADY MADONNA

Présente

ROBES de MATERNITÉ

En vente à compter de

\$ 13⁹⁹

LADY MADONNA BOUTIQUE MATERNITÉ

2080 A rue Crescent 844-2516
Place Versailles 354-7271
(Entrée du cinéma)
Mail Cavendish 482-8911

BREVETS D'INVENTION

Marques de commerce
Dessins de fabrique
en tous pays

MARION ROBOIC & ROBOIC

2100 Drummond, Montréal 107
Téléphone 288-2152

VOUS VOUS MARIEZ?

Notre spécialité:
RÉCEPTION DE NOCES
pour groupes de
40 A 100 PERSONNES

Salon gratuit

AU CHALET DORÉ
4460 est, rue Jean-Talon
727-3781

CLIMATISEURS

MARQUES CONNUES
GARANTIE 1 AN

Disponibles
immédiatement

5000 BTU	\$148
6000 BTU	\$158
8000 BTU	\$207
10,000 BTU	\$268

Livraison non incluse
Autres modèles et prix sur demande

MAISON BEAUDET
8723 — 10e avenue,
729-5217

OFFRES SPÉCIALES AVANTAGEUSES...

Denim et guingam associés
Tailles 38 à 48

Voici le prérequis pour la ville et la campagne... ils existent en bleu, beige ou paprika. Maille lavable 55% polyester, 45% acétate.

Veste chemise
Tailles 38 à 44, \$22.00
Tailles 46 à 48, \$24.98

Pantalons denim ou guingam
Tailles 38 à 44, \$14.98
Tailles 46 à 48, \$16.98

Gilet
Tailles 38 à 44, \$14.98
Tailles 46 à 48, \$16.98

Pennington's

Elegance pour GRANDES tailles

- Place Ville Marie
- Centre Commercial Dorval
- Plaza Alexis Nihon
- Galerias d'Anjou
- Centre Laval
- Carrefour Laval

La grève prend fin avec la chute de Faulkner Les protestants triomphent en Ulster

BELFAST (PA, AFP) — Le Conseil des travailleurs de l'Ulster (UWC) a mis fin, aujourd'hui, à la grève qui depuis 15 jours maintient l'Irlande du Nord au bord de l'abîme.

L'UWC a rappelé ses cotisants au travail, moins de 24 heures après avoir réussi à casser le gouvernement provincial, constitué de leaders protestants et catholiques de tendance modérée.

La centrale syndicale protestante a déclaré que le retour au travail se fera graduellement et que l'industrie lourde sera vraisemblablement en mesure de reprendre son activité, lundi. Les extrémistes protestants ont remporté, hier, une éclatante victoire lorsque le gouvernement présidé par M. Brian Faulkner a été accusé de la démission par suite de la grève qui étouffait progressivement la vie économique ulstérienne.

L'appareil politique, maintenu à bout de bras par le gouvernement de Londres, appuyé par 17.000 soldats, a finalement cédé.

Dès la levée de l'ordre de grève,

aujourd'hui, quelques services de transport en commun ont recommencé à fonctionner et la production d'électricité a été relevée de 25 à 40 pour cent. En dépit de l'état d'alerte des militants de l'IRA, le calme règne dans la capitale où l'activité économique reprend peu à peu.

La grève des protestants, qui a coûté environ 18 millions de livres de l'industrie irlandaise, a mis fin, hier, à la première tentative qui ait jamais été faite en Ulster pour partager le pouvoir entre la minorité catholique et la majorité protestante.

Cette victoire des protestants a été accueillie avec des explosions de joie: on a allumé des feux de joie et on a dansé dans les rues des quartiers protestants de Belfast. Les passants s'interpellaient en demandant: "Avez-vous entendu la bonne nouvelle?"

Que fera Londres?

Le premier ministre britannique Harold Wilson a coupé court à ses va-

cances et est rentré hier à Londres. Il pourrait bien rappeler le Parlement s'il décide de rétablir l'administration directe de la province par Londres.

Côté pratique, que fera l'armée si le retour de l'administration directe devait se confirmer, les militaires pourraient occuper les centrales électriques. Beaucoup de techniciens pensent cependant qu'au mieux, il faudrait une semaine pour les faire redémarrer à plein régime et à condition qu'il n'y ait pas d'actes de sabotage. A cela s'ajoutent d'autres problèmes: les égoutiers commencent à débayer avec ce que cela peut impliquer du point de vue sanitaire. Les fermiers sont aux abois car ils n'obtiennent plus de nourriture pour le bétail. Un million et demi de poulets ont été sacrifiés car ils ne pouvaient plus être nourris.

M. Faulkner, que les bombes des extrémistes catholiques de l'IRA avaient eu une première fois déjà chassé de son poste de premier ministre de l'Irlande du Nord, a motivé hier sa

démission de l'exécutif par le refus du gouvernement britannique de négocier avec les grévistes protestants. A ce stade, la situation est dramatiquement simple. La tentative de gouvernement inter-confessionnel de M. Faulkner et du gouvernement britannique a échoué. Les représentants catholiques à cet exécutif sont isolés et même si leur leader, M. Gerry Fitt, a déclaré qu'il refusait la démission de M. Faulkner, pour offrir d'ailleurs la sienne quelques heures plus tard, il n'en reste pas moins que l'Ulster n'est plus politiquement gouverné.

Constitutionnellement, donc, c'est M. Merlyn Rees, secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, qui représente, seul, le pouvoir et la légalité. En fait, ce pouvoir c'est l'UWC.

(Conseil des travailleurs de l'Ulster) qui le détient et qui vient de manifester cette puissance d'une manière éclatante. C'est pourquoi, immédiatement après la démission de M. Faulkner, M. Rees s'est attelé à de nouvelles consultations, dans un dernier effort pour faire renaitre sous une forme ou sous une autre un gouvernement provincial qui pourrait garder un semblant de crédibilité.

Mais à moins de céder sur toute la ligne, et encore faudrait-il savoir sur quoi céder car les revendications des protestants sont confuses, M. Rees n'a guère d'autre solution que l'imposition de l'administration directe de Westminster. La déclaration qu'il a faite hier après-midi laisse peu de doute à ce sujet.

Spinola: l'armée brisera l'anarchie

PORTO (PA, AFP) — Le général Antonio de Spinoza, président de la république portugaise, a déclaré, aujourd'hui, que des "forces contre-révolutionnaires" étaient à l'oeuvre, tentant de plonger le pays dans l'anarchie et averti sans équivoque que les forces armées interviendraient sans hésitation par la force si elles y étaient obligées.

Devant une foule enthousiaste, à Porto, le général de Spinoza a rappelé que, le 25 avril, les forces armées avaient rendu sa liberté au peuple portugais, lui restituant le pouvoir d'exprimer ses aspirations légitimes. Mais, a-t-il ajouté, le premier mois d'euphorie passé, il est temps que les Portugais comprennent qu'une société libre et démocratique n'est possible que dans la discipline et le respect mutuel. Le président a invité les Portugais à choisir entre le chemin du salut et celui de la ruine et entre la démocratie et l'anarchie.

Toute forme d'anarchie, a poursuivi le général de Spinoza, finirait fatalement par ouvrir la voie à une nouvelle dictature.

Des forces contre-révolutionnaires, qui agissent dans divers secteurs de la nation, a ajouté le général de Spinoza, ne cherchent qu'à détruire pour instaurer l'anarchie et le chaos économique... en vue d'établir sur les ruines de la nation quelque chose qui est étranger au pays dont nous rêvons.

Le général de Spinoza a achevé son discours par l'avertissement que les forces armées ne laisseront pas porter atteinte aux principes démocratiques qui ont inspiré le mouvement du 25 avril et, si jamais elles étaient obligées de riposter à la violence par la force, elles le feraient sans hésitation.

Au moment où le président Spinoza adressait sa sévère mise en garde, le cabinet portugais se réunissait à Lisbonne pour discuter des problèmes posés par la grève des quelque 5.000 conducteurs d'autobus et de tramways qui, pour la troisième journée consécutive, a créé des embouteillages monstres à Lisbonne.

En outre, le mouvement de grève s'est étendu aux boulangers et aux employés des postes qui ont cessé le travail.

Pendant ce temps à Londres, les représentants du gouvernement portugais et ceux du parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (PAIGG) se sont réunis pour une sixième fois, les deux parties se disant confiantes de pouvoir en arriver à un accord sur un cessez-le-feu d'ici quelques jours.

(-jour-

Giscard mettra fin aux saisies de journaux et à l'écoute téléphonique

PARIS (UPI, PA, AFP) — Au cours de la première réunion du conseil des ministres du gouvernement Chirac, le président Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, aujourd'hui, qu'il a l'intention de gouverner la France de la manière que le pays le désire, c'est-à-dire de façon libérale.

Il a annoncé que dans ce contexte il a déjà pris trois décisions: supprimer l'écoute téléphonique et détruire les archives de ces écoutes; accorder le droit d'asile à tous ceux qui demanderont à en bénéficier pour des motifs intellectuels ou politiques, et enfin, s'abstenir de demander quelque saisie d'organe de presse que ce soit, même si la presse l'attaque personnellement.

M. Giscard d'Estaing avait déjà promis le changement et la surprise.

Le premier gouvernement de son septennat paraît refléter ces deux orientations. On n'y retrouve en effet, en dehors du premier ministre Jacques Chirac, que trois des membres du précédent gouvernement: M. Michel Poniatowski, qui passe de la Santé à l'Intérieur, avec rang de ministre d'Etat — il est le seul à avoir cette distinction — M. Robert Galley, qui passe des Armées à l'Equipement, et M. Christian Bonnet qui passe du secrétariat d'Etat au Logement au ministère de l'Agriculture.

Ce nouveau gouvernement comprend 15 ministres, en plus du premier ministre. Les noms des secrétaires

d'Etat ne seront rendus publics qu'ultérieurement (9 juin).

Comme on le prévoyait, M. Jean Lecanuet, qui avait fait campagne dès le début pour M. Valéry Giscard d'Estaing, est nommé ministre de la Justice. C'est son premier véritable portefeuille. Dans sa longue carrière politique, M. Jean Lecanuet n'avait été en effet que secrétaire d'Etat à la présidence du conseil dans le cabinet Edgar Faure (1955-56).

Adversaire du général de Gaulle lors de l'élection présidentielle de 1965, il contribua à le mettre en ballottage. Les gaullistes ne le lui avaient jamais pardonné.

C'est un autre adversaire du gaullisme qui fait son entrée au gouvernement avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui tenta de ravir le siège de député de Bordeaux à M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, en 1972. Il est chargé d'un nouveau ministère, celui des Réformes.

Le dosage a été scrupuleusement respecté entre UDR, républicains indépendants et réformateurs. Chacune de ces formations obtient quatre portefeuilles.

Pour les UDR, il s'agit de la Défense, de l'Equipement, de la Qualité de la vie et du Commerce et de l'Artisanat.

Pour les républicains indépendants, l'Intérieur, les Finances, l'Agriculture et l'Industrie.

Pour les réformateurs, la Justice, les Réformes, la Coopération et le Travail.

Pour la première fois, une femme accède au rang de ministre de plein exercice. Il s'agit de Mme Simone Veil, secrétaire général du Conseil de la magistrature, qui obtient le portefeuille de la Santé publique. Elle est au nombre des trois techniciens de ce ministère, avec le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues, qui était ambassadeur à Bonn, et le recteur René Haby, nommé ministre de l'Education nationale.

Dix personnalités n'avaient encore jamais fait partie d'un gouvernement.

M. Jacques Soufflet, qui est chargé de la Défense, a commandé le groupe Lorrain des forces aériennes françaises libres, de 1942 à 1944, et il est lieutenant-colonel de l'Armée de l'air. Il est sénateur des Yvelines depuis 1959 et vice-président du Sénat depuis 1971.

M. Jean Sauvagnargues a occupé de nombreux postes de première importance aux Affaires étrangères avant d'être nommé, en 1970, ambassadeur à Bonn.

M. Jean-Pierre Fourcade, à la fois technicien et républicain indépendant, a été depuis de nombreuses années l'un des plus proches collaborateurs de M. Valéry Giscard d'Estaing, notamment comme directeur des Prix.



Feux de joie en Ulster

Les protestants de l'Ulster ont allumé hier des feux de joie pour célébrer la démission de l'exécutif présidé par M. Brian Faulkner. Allumer des feux de joie est une façon traditionnelle pour les protestants de fêter un événement.

VENTE 63 ième ANNIVERSAIRE
Woodhouse

Tables de chevet appareillées également disponibles à 59.95 chacune

MOBILIER DE CHAMBRE, 3 morceaux

Un mobilier robuste et élégant tout à la fois. Il est composé d'une tête de lit de 54"/60", d'un bureau triplé avec miroirs jumelés et d'une spacieuse commode à 5 tiroirs. L'ébénisterie est d'un fini chêne. Le tout est agrémenté de poignées de cuivre antique et d'appliqués stylisés. Les tables de chevet sont également disponibles.

SPECIAL \$469

Une occasion de rendre votre intérieur plus attrayant, plus confortable, et ce, sans grever votre budget

MATELAS OU SOMMIER-BOÎTE «Health-O-Pedic»

Un matelas qui vous assure des nuits de tout repos. Il est à ressorts spiraux, recouvert d'un résistant couil volute à motif floral et rembourré de plusieurs couches de feutre blanc. Le sommier-boîte appareillé, conçu pour un meilleur support et un plus grand confort, est également disponible au même bas prix.

SPECIAL 6495 chacun

FAUTEUIL BERÇANT À BASE PIVOTANTE

Après une dure journée de travail, relaxez dans ce fauteuil, recouvert d'un chic et résistant tissu disponible dans un vaste choix de couleurs. Le cadre de bois franc séché au four, la construction à ressorts anti-affaissement et le coussin réversible généreusement rembourré, vous assurent confort et solidité.

SPECIAL \$119

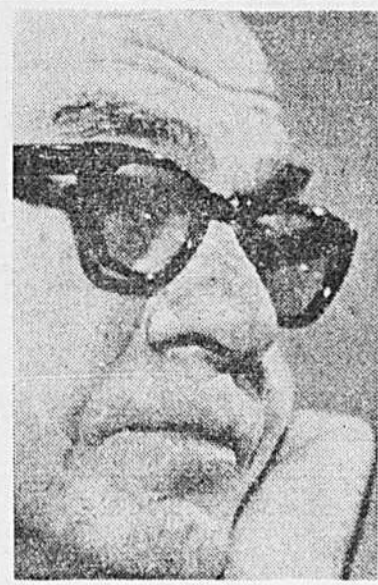
Woodhouse

6 ETAGES AVEC UN VASTE CHOIX EN AMEUBLEMENT POUR TOUS LES GOÛTS

915 est Ste-Gatherine Tél.: 845-9261

AUBAINES SIMILAIRES AUX AUTRES MAGASINS SUIVANTS:

MONTREAL 3956 est, Ontario Tél.: 527-9251	CHOMEDEY 1180, boul. Labelle Tél.: 688-9750-1	MONTREAL-NORD 10,672, boul. Pie-IX Tél.: 324-1610
LaSALLE 8360, boul. Newman Tél.: 363-4955-6	PIERREFONDS 4989, boul. des Sources Tél.: 684-5591-2	MONTREAL-NORD 6065 est, Henri-Bourassa Tél.: 325-6611
VERDUN 3913, Wellington Tél.: 766-2343	GREENFIELD PARK 204, boul. Taschereau Tél.: 671-5933	CHATEAUGUAY-CENTRE 298, boul. d'Anjou Tél.: 691-6812-3



... 30 ans au Sénat

Le sénateur Fulbright est battu

LITTLE ROCK, Arkansas (AFP) — Le sénateur J.W. Fulbright, bien connu pour le rôle important qu'il joue depuis plusieurs décennies dans la conduite des Affaires étrangères des Etats-Unis, a été battu hier dans l'Etat d'Arkansas dans les primaires démocrates qui sélectionnent le prochain candidat du parti aux élections sénatoriales. Le candidat heureux a été le gouverneur de l'Etat, M. Dale Bumpers, âgé de 48 ans.

Le candidat républicain aux élections de novembre sera vraisemblablement M. John H. Jones, mais la victoire du candidat démocrate est, en principe, toujours assurée dans l'Arkansas, Etat du Sud traditionnellement fidèle au parti démocrate.

Parmi les démocrates, 1.036 circonscriptions sur 2.688 ont donné 108.428 voix (63 pour cent) à M. Bumpers contre 62.468 (37 pour cent) à M. Fulbright, avec M. Bumpers en tête dans la majorité des circonscriptions dont les résultats ne sont pas encore connus.

M. Fulbright, âgé de 70 ans, siège au Sénat depuis trente ans et en est un de ses membres les plus connus et les plus vénéralisés. Il préside la puissante commission des Affaires étrangères depuis 1959 et a été un des critiques les plus actifs de l'engagement américain dans la guerre du Vietnam.

L'accord Israël-Syrie serait chose acquise

JERUSALEM (PA, UPI, AFP) — De source proche du gouvernement israélien, on annonce aujourd'hui qu'Israël et la Syrie vont conclure un accord de désengagement, au terme de 33 jours de négociations intenses de la part du secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, qui remporte ainsi un nouveau succès diplomatique.

Il a été impossible, toutefois, de faire confirmer officiellement cette nouvelle. Il reste encore au gouvernement du premier ministre israélien, Mme Golda Meir, à ratifier officiellement cette entente. A moins d'imprévu, les observateurs sont d'opinion que les dirigeants israéliens donneront leur consentement.

Selon le projet d'accord, les gouvernements israélien et syrien mettraient fin aux combats qui se poursuivent sur le Golan depuis 79 jours et retireraient leurs armées derrière une zone tampon.

Bien que la confirmation officielle se soit fait attendre, les journalistes ont été invités à prendre un toast au bu-

reau de Mme Meir en compagnie de M. Kissinger.

Un assistant de M. Kissinger a affirmé que "l'affaire est dans le sac. Il ne reste plus qu'au cabinet israélien à ratifier l'accord et ce n'est là qu'une pure formalité".

Le cabinet israélien devait tenir une réunion spéciale au cours de la journée et une réunion du Parlement a été convoquée pour demain pour entendre une déclaration de Mme Meir, vraisemblablement au sujet des détails de l'accord.

La radio israélienne, pour sa part, prévoit que la conclusion de l'accord de désengagement sera officiellement annoncée au cours de la soirée ou au plus tard, demain, et que l'entente sera signée par des délégués israélien et syrien à Genève, à la fin de la semaine.

Déjà, ce matin, le ministre de l'Information, M. Chimon Peres, annonçait après une première réunion du cabinet qu'il n'y avait plus de graves divergences de vues et qu'il ne restait à clarifier que quelques points mineurs. Le désengagement des forces israé-

liennes et syriennes, lorsqu'il sera entériné et respecté, marquera un jalon important vers la paix au Moyen-Orient. Un accord semblable a déjà été signé entre l'Egypte et Israël en janvier dernier.

M. Kissinger a pavé la voie à une décision israélienne favorable au désengagement en faisant une escale surprise, hier, à Damas pour un 13e entretien avec le président Hafez Assad. M. Kissinger est retourné ensuite à Jérusalem sans faire de déclaration, incitant ainsi les observateurs syriens à conclure que tout semblait se passer de façon positive.

Presque simultanément, l'agence officielle syrienne d'information Sana a annoncé qu'un accord avait été réalisé sur la plupart des points relatifs au désengagement des forces. Certaines questions limitées restent à discuter, ajoutait l'agence qui précisait, sans les nommer, que certains membres de la délégation américaine sont restés à Damas, pour en discuter avec la partie syrienne.



téléphoto PA

Kissinger revient à Jérusalem

A son retour à Jérusalem, après une visite surprise dans la capitale syrienne, le secrétaire d'Etat Henry Kissinger s'entretient avec l'ambassadeur israélien à Washington, M. Simha Dinitz.

La Cour suprême demande l'avis de Nixon avant de prendre une décision

WASHINGTON (PA, AFP, UPI) — La Cour suprême a invité hier le président Nixon à faire connaître sa position sur l'appel interjeté devant elle la semaine dernière par le procureur spécial Leon Jaworski pour trancher le différend sur les bandes enregistrées de la Maison-Blanche.

M. James St. Clair, principal avocat du président, a annoncé qu'il répondra d'ici jeudi à la demande de la Cour suprême. Mais il a confié aux journalistes qu'à son avis, la cause devrait d'abord être jugée par la Cour d'appel fédérale et il fera part de cette opinion au plus haut tribunal du pays.

L'invitation adressée à la Maison-Blanche par la Cour suprême ne signifie pas encore qu'elle ait accepté d'intervenir pour la première fois dans l'affaire du Watergate. Ce n'est qu'après avoir entendu les arguments des deux parties qu'elle décidera de recevoir ou non l'appel du procureur spécial.

M. Jaworski s'est porté la semaine dernière devant la Cour suprême pour essayer de contraindre le président Nixon à se plier à une sommation judiciaire lui réclamant les enregistrements de 54 de ses conversations sur le Watergate. Le procureur spécial af-

firme qu'il a besoin de ces bandes pour préparer le procès de sept anciens collaborateurs de Nixon, qui doit commencer le 9 septembre.

La cour fédérale de district a décidé le 20 mai que M. Nixon devait remettre les documents réclamés, mais M. St. Clair a demandé vendredi dernier à la Cour d'appel fédérale de renverser cette décision. Le même jour, M. Jaworski en appelait directement à la Cour suprême, afin de gagner du temps.

D'autre part, M. Jaworski a déclaré hier qu'il avait la preuve que la Maison-Blanche avait donné des instructions au service du fisc pour qu'il fasse des ennuis aux adversaires du président Nixon.

M. Jaworski a porté cette nouvelle accusation contre la Maison-Blanche dans un mémoire qu'il a adressé au juge John Sirica pour lui demander d'annuler une décision dispensant la Maison-Blanche de lui transmettre une portion de bande enregistrée sous prétexte qu'elle est sans rapport avec l'affaire du Watergate. Selon le mémoire, la Maison-Blanche aurait en particulier demandé au service des impôts d'être sévère envers M. Law-

rence O'Brien, qui était alors président du comité national du parti démocrate.

Cependant, le leader républicain à la Chambre des représentants, M. John Rhodes, a déclaré que la commission judiciaire de la Chambre, qui enquête sur le bien-fondé d'une mise en accusation du président, a été "hypnotisée" par la chasse aux enregistrements de la Maison-Blanche et qu'elle devrait commencer à interroger des témoins. C'est selon lui la meilleure façon d'obtenir des preuves.

La commission poursuit ses réunions demain et probablement vendredi.

Le Sénat a par ailleurs accordé \$200.000 additionnels à sa commission d'enquête sur le Watergate pour terminer son enquête et ses rapports.

De son côté, le vice-président Gerald Ford a déclaré à Charlotte, en Caroline du Nord, que ses relations avec le président Nixon sont aussi bonnes qu'elles l'ont toujours été et il a démenti les rumeurs de dissension entre lui et M. Nixon. La semaine dernière, il avait critiqué l'entêtement du président à refuser à la commission de la Chambre les documents qu'elle réclame.

Grève générale pour protester contre l'attentat de Brescia

BRESCIA (UPI) — Les trois principales centrales syndicales d'Italie ont lancé un mot d'ordre de grève générale de quatre heures pour aujourd'hui à la suite du sanglant attentat commis hier matin à Brescia au cours d'une manifestation antifasciste.

Des milliers de travailleurs s'étaient mis en grève pour quatre heures afin de pouvoir assister à un meeting sur la place Della Loggia, en plein cœur de la ville à l'appel des syndicats et des partis de gauche. Il y avait donc foule sur cette place lorsqu'un engin à retardement dissimulé dans un sac d'ordures, a explosé, faisant, selon la police six morts et 94 blessés dont sept grièvement atteints. L'explosion s'est produite au moment où un diri-

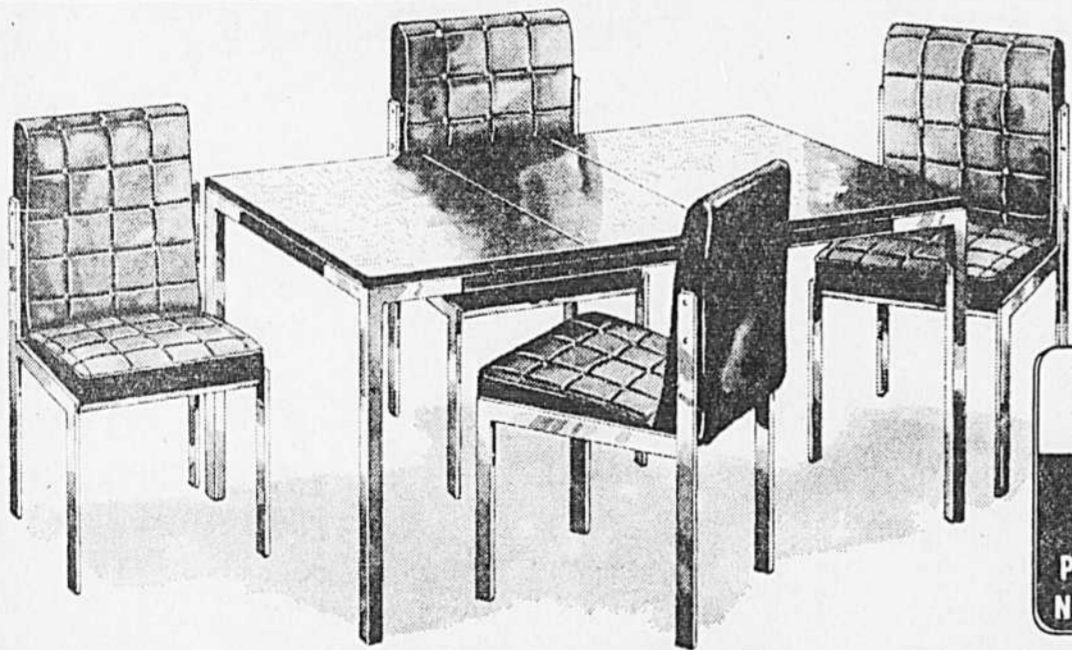
geant syndical prononçait son discours, avant à ses côtés d'autres leaders politiques et syndicaux, ainsi que le maire de la ville, M. Piero Boni.

Dans les heures qui ont suivi cet attentat condamné du parti communiste au parti néo-fasciste (MSI), des manifestations se sont organisées dans de nombreuses villes. Plusieurs parlementaires ont posé des questions au gouvernement, invité à dire ce qu'il comptait faire pour répondre "au défi lancé par les terroristes." Aujourd'hui, en signe de deuil, toutes les écoles seront fermées.

Paul VI, qui est né à Brescia, a adressé un télégramme de condoléances à l'évêque de la ville.

VENTE 63 ième

ANNIVERSAIRE



MOBILIER DE CUISINE 5 MORCEAUX

Un mobilier de grande distinction, comprenant une table de 36" x 48", s'ouvrant à 60", avec dessus en arborite d'un fini noyer à motif marqueterie et 4 confortables chaises recouvertes d'un résistant vinyle de couleur or. Les cadres tubulaires carrés avec embouts de caoutchouc sont chromés.

MOBILIER DE CUISINE 5 MORCEAUX

Il comprend une table de 36" x 48", s'ouvrant à 60", avec dessus en arborite "butcher block" et 4 confortables chaises recouvertes de vinyle extensible de couleur "sand ranchyde". Les pattes sont carrées avec embouts de caoutchouc.



SPECIAL \$169

Woodhouse
AVEC UN COMPTE WOODHOUSE C'EST PLUS FACILE DE MAGASINER — NOUS FINANÇONS NOTRE CRÉDIT

SPECIAL \$279



RÉFRIGÉRATEUR

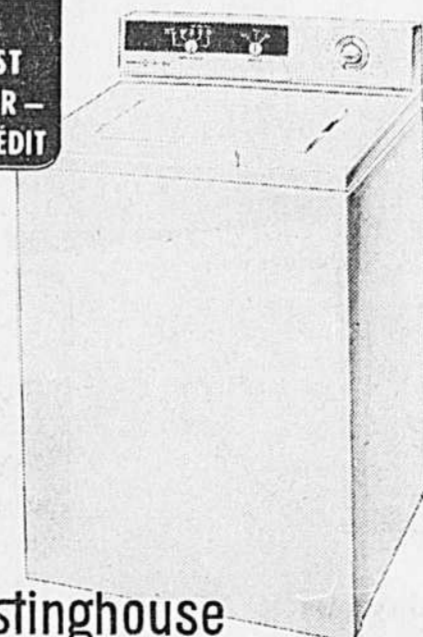
14 pi. cu. par Bélanger

SANS GIVRE

Un modèle de luxe, offrant toutes les découvertes de la technologie moderne. Il comporte un spacieux congélateur à zéro degré, avec un contenant pour les glaçons et un dispensateur pour jus congelés, des tablettes pleine largeur ajustables, un beurrier à température contrôlée, un tiroir à viandes d'une capacité de 10 lbs. L'extérieur est agrémenté de bordures d'un fini noyer.

SPECIAL

\$399



Westinghouse

LAVEUSE AUTOMATIQUE

L'eau circulant à travers le filtre, élimine presque complètement la charpie. Choix de 5 combinaisons de température. Cycles chronométrés pour les items réguliers ou "lavez-portez". Aussi disponible de couleurs or ou avocet pour \$10 de plus.

SPECIAL \$339



Bélanger

CUISINIÈRE ÉLECTRIQUE 30"

Cette cuisinière vous offre des commutateurs à degrés multiples des éléments de surface amovibles, le contrôle chronométré du four, le préchauffage automatique du four et une grande fenêtre pour surveiller votre cuisson. Four à nettoyage continu.

SPECIAL \$249

Découvrez

les
chaussures

DUET

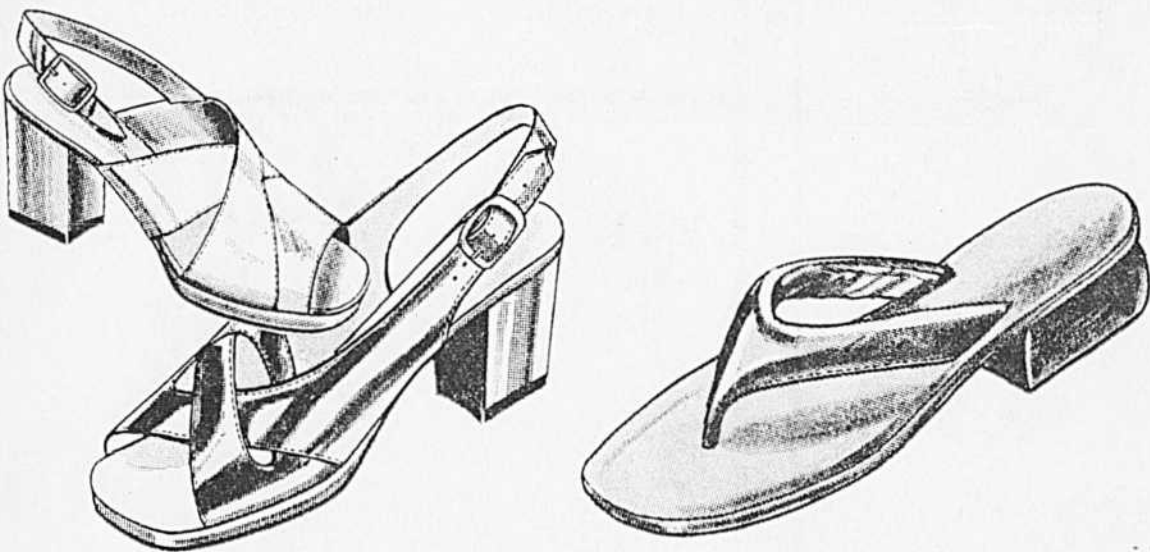
**GRANDE OUVERTURE
demain**

découvrez le confort des marques reconnues:

- | | |
|--------------|------------|
| JOYCE | CLOUD SOFT |
| BELEGANTI | LAVALLÉE |
| HUSH PUPPIES | CORBEIL |
| BLONDEAU | GALE |

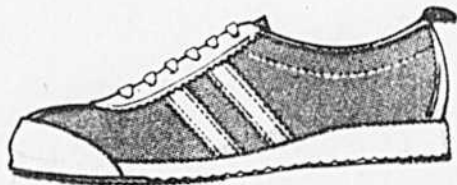
découvrez une ambiance accueillante et un service sans pareil. Plusieurs années d'expérience pour mieux vous servir.

découvrez une vaste sélection de chaussures à la dernière mode pour hommes et femmes.



ITALMODA
Une sandale chic à la mode italienne, couleur tan ou blanche
Ord.: \$21.99 **\$17.90**

Sandale tout aller
en cuir blanc ou tan.
Ord.: \$12.99 **\$10.90**

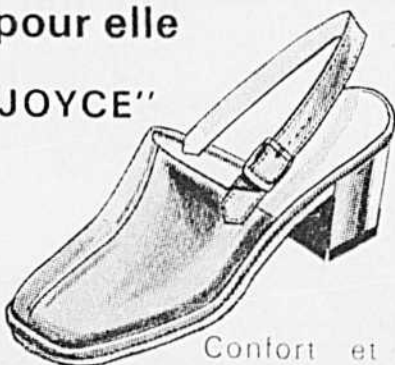


NORTH STAR
Souliers sport en cuir ou en suède pour hommes
Prix spécial **\$10.90**

découvrez la mode 74

pour elle

"JOYCE"



Confort et
élégance

pour lui



Qualité, confort et mode signés
CORBEIL

aux Galeries Taschereau

Les eaux du Saint-Laurent monteraient encore...

La Protection-Civile du Québec prévoit une hausse du niveau du Saint-Laurent. Cela en raison de l'ouverture du barrage de Cornwall qui régularise le débit des Grands-Lacs. Cette hausse pourrait se faire sentir le long du fleuve, depuis le lac Saint-Louis jusqu'en aval de Trois-Rivières (Sainte-Anne-de-la-Pérade).

Les responsables des mesures d'urgence du bureau régional de la Protection-Civile à Trois-Rivières sont déjà à l'œuvre pour organiser les mesures préventives. Il en est de même au Bureau de Montréal. Lundi à Lachine le débit du fleuve était à 440,000 pieds cubes à la seconde, il

était hier à 449,000 pieds cubes à la seconde.

Vers la Mauricie, on compte quelque 534 résidences inondées à La Tuque, Saint-Jean Baptiste de Nicolet, Champlain, Pointe-du-Lac, Baie-Joli, Baieville et Shawinigan.

La route qui relie Baie Shawinigan à Saint-Boniface est inondée et coupée. Les lignes téléphoniques locales sont partiellement interrompues à La Tuque. Toutefois, le niveau de l'eau demeure stable dans le Saint-Maurice.

A Montréal

A Montréal, 67 familles ont réintégré leurs foyers. Les autorités de L'Hydro-Québec et l'unité sanitaire

poursuivent leur inspection avant de permettre la réintégration. La Protection-Civile prévoit une hausse importante du débit de la rivière Gatineau à la hauteur de Maniwaki.

Les fortes pluies récentes et les prévisions de pluie obligent l'ouverture du barrage Mercier pour au moins 48 heures.

Le ministre des Richesses naturelles est d'avis que les effets de cette augmentation se traduira par une élévation minimale et maximale d'un pied et demi et trois pieds à Maniwaki.

Des représentants du ministère des Affaires sociales et des Richesses naturelles sont déjà sur les lieux.

Charron et Saint-Hilaire veulent que l'Institut de marine reste à Rimouski

QUEBEC (PC) — Le député péquiste de Saint-Jacques, M. Claude Charron, et son collègue libéral de Rimouski, M. Claude Saint-Hilaire, ont fait un vibrant plaidoyer à l'Assemblée nationale, hier, pour que l'Institut de marine demeure à Rimouski.

Les deux députés ont tour

à tour, lors d'un débat visant à octroyer au gouvernement des crédits provisoires, rappelé que l'Institut de marine de Rimouski était une institution nécessaire au développement de l'est du Québec et de la Gaspésie.

Un arrêté ministériel adopté en 1971 par le gouver-

nement Bourassa transférait l'Institut de Rimouski au cégep François-Xavier-Garneau, de Québec. Le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, a reconnu la semaine dernière que cet arrêté-en-conseil avait toujours cours mais qu'on étudiait la possibilité de rouvrir le dossier.

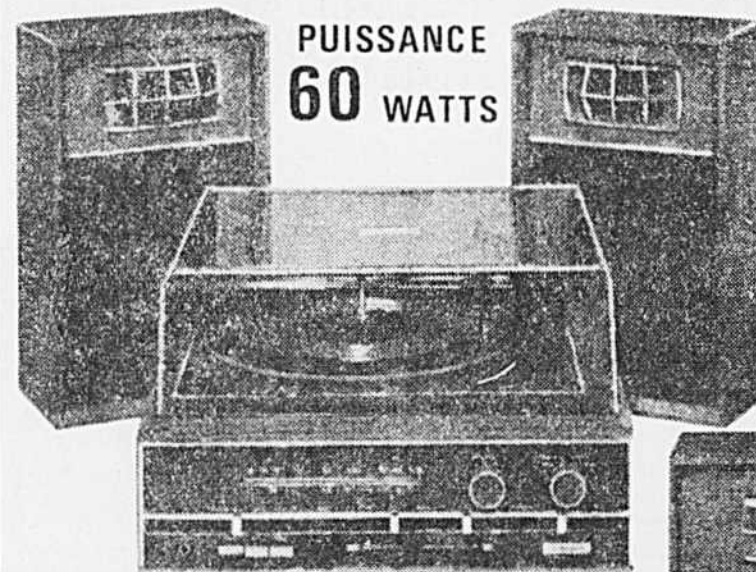
Le député Charron a laissé entendre que le ministre Cloutier avait induit la population en erreur à ce sujet puisque une somme de \$4,230,000 avait été consentie dans les budgets 1974-75 au cégep Garneau "pour achever l'implantation de l'Institut à Québec plutôt qu'à Rimouski".

Grande variété d'appareils de marques réputées, telles que RCA, Westinghouse, Sony, Kenwood, Electrohome et Automatic Radio, en vente À PRIX AVANTAGEUX à l'occasion de la fête des Pères.

Voici trois suggestions de cadeaux idéals:

ENSEMBLES STÉRÉOPHONIQUES DE QUALITÉ Westinghouse

À DES PRIX EXCEPTIONNELS CHEZ



PUISSANCE
60 WATTS

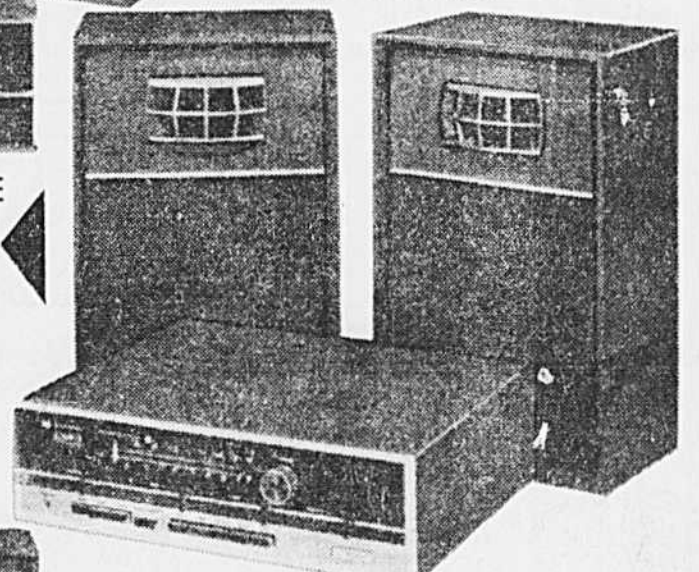
ENSEMBLE STÉRÉOPHONIQUE à système "Audio IV Quadtrix" avec tourne-disque à changeur tous disques
MODELE RCF 9745 — Ampli-tuner transistorisé qui délivre une puissance de 60 watts, une paire d'enceintes à suspension acoustique contenant chacune des haut-parleurs pour les graves et les aigus. Système "Audio IV Quadtrix" intégré permettant d'amplifier la reproduction stéréo par le truchement de quatre canaux.

Valeur marchande de \$288.70
PRIX SPÉCIAL \$189.95



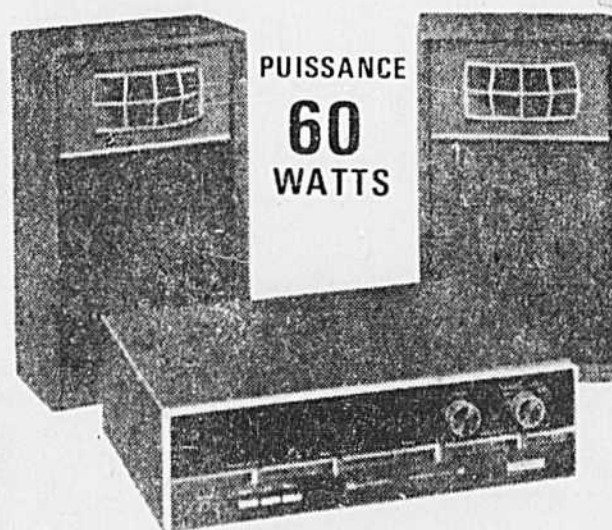
ENSEMBLE STÉRÉOPHONIQUE à système "Audio IV Quadtrix" PUISSANCE
MODELE RCF 9716 — Tuner avec pré-ampli incorpore d'une puissance de 120 watts, une paire d'enceintes à suspension acoustique contenant chacune des haut-parleurs pour les graves et les aigus. Système Audio IV Quadtrix" intégré permettant d'amplifier la reproduction stéréo par le truchement de quatre canaux.

Valeur marchande de \$299.95
PRIX SPÉCIAL \$189.95



ENSEMBLE STÉRÉOPHONIQUE à système "Audio IV Quadtrix" MODELE RCF 9715 — Ampli-tuner transistorisé qui délivre une puissance de 60 watts, une paire d'enceintes à suspension acoustique contenant chacune des haut-parleurs pour les graves et les aigus. Système "Audio IV Quadtrix" incorporé permettant d'amplifier la reproduction stéréo par le truchement de quatre canaux.

Valeur marchande de \$225.70
PRIX SPÉCIAL \$139.95



PUISSANCE
60 WATTS

Facilités de paiement



Tél.: 384-0590

48, BOUL. DES LAURENTIDES, PONT-VIAU, LAVAL

30 ans en prison pour attendre son procès... qui n'aura pas lieu

Le ministre de la Justice a abandonné, hier, les procédures à l'endroit d'un homme qui avait passé 30 ans en prison, avant d'être accusé de meurtre.

Le 31 mai 1944, Thomas Gilbert French aurait, avec d'autres individus, participé au meurtre de Gérard Lauzon, à la prison de Bordeaux.

Lors de sa comparution, le 7 juin suivant, le juge Edouard Tellier le déclarait aliéné mental. French fut alors envoyé dans un institut psychiatrique.

Hier, alors que le procureur du prévenu,

maintenant âgé de 51 ans, se préparait à présenter sa défense, le procureur de la Couronne, Me Fernand Côté, a fait part au juge de la décision du ministre de la Justice.

Le ministre Choquette a effectivement décidé de ne pas procéder (nolle prosequi) dans cette cause.

Ceci ne veut pas dire cependant que French va reprendre sa liberté immédiatement.

Il va être confié au personnel de l'hôpital Douglas à Verdun, pour apprendre à revivre dans cette société après une absence de plus de 30 ans.

Des enseignants déboutés en cour

Les enseignants du Québec, qui reçoivent pour douze mois un salaire qu'ils ne gagnent toutefois que par un travail de dix mois, n'ont pas droit à une rémunération additionnelle de 4 p. cent généralement consentie aux travailleurs en vertu de la Loi sur le salaire minimum, en guise de vacances annuelles minimales.

C'est ce qu'a décidé, hier après-midi, le juge en chef Jules Deschênes, dans une cause type touchant une

poursuite intentée par une trentaine d'instituteurs de la Commission scolaire des Vieilles Forges, aux Trois-Rivières.

D'autres actions du même genre avaient été prises par d'autres groupes d'enseignants, dans nombre d'autres régions de la province, et l'enjeu était environ \$400 par instituteur. Ce qui aurait pu représenter pour le Trésor public une somme de \$20 millions de dollars par année.

pour une période de deux ans.

Le gros de la discussion, si l'on peut dire, a porté sur la façon dont le paiement des enseignants était fait.

Ces derniers soutenaient qu'ils recevaient leur salaire pour les dix mois de travail effectués, et que, par conséquent, au terme de cette période, ils avaient droit au "4 p. cent".

Le tribunal a cependant décidé que, selon la preuve

faite devant lui, le salaire payé couvrirait un calendrier de douze mois, mais qu'il leur était versé en dix mois, au terme desquels ils avaient deux mois de congé ou de vacances.

Ils bénéficient donc de plus que ce qu'accorde la Loi du salaire minimum, et ne peuvent conséquemment réclamer les bénéfices "inférieurs" de cette législation, en sus de ce qu'ils reçoivent déjà.

Libéré de prison après 33 ans

Un Indien âgé de 51 ans, Eugene Austin, emprisonné en 1941 pour le meurtre d'une Mme Stoker, femme blanche de Lovelock, Nevada, a été libéré sur parole, hier, après 33 ans de réclusion.

Il avait \$50.57 en poche, deux valises remplies de vêtements et une machine enregistreuse. C'est tout ce qu'il possède.

Au cours de ses premières années d'emprisonnement, il était parfois en proie à des crises de violence, s'attaquant à ses gardiens et à quelques prisonniers. Afin de tenter de le guérir, on lui a enlevé une partie du cerveau. Par la suite, il a été conduit dans un cachot solitaire, où il est demeuré 14 ans, se nourrissant de viandes faisandées et dormant sur un plancher de ciment. Il en est sorti aveugle.

A un journaliste qui lui demandait ce qu'il avait l'intention de faire, il a répondu: "Je ne sais pas."

Pirate de l'air libéré mais réinterné

Peter M. Brockway, de Duncan, en Colombie-Britannique, qui avait tenté de forcer l'équipage d'un DC-8 d'Air Canada à le conduire à Londres, en novembre dernier, alors que l'avion faisait le plein d'essence à Dorval, a été acquitté par le juge en chef André Fabien, hier, au cours d'un procès de quelques minutes, pour cause d'aliénation mentale.

Le procureur de la défense, Robert Senay, a admis que son client avait bien posé le geste qui lui était reproché, cependant que l'avocat de la poursuite, Me Jean Morin, admettait d'autre part que le prévenu souffrait d'aliénation mentale au moment de son délit.

Et il a été retourné immédiatement au Douglas Memorial Hospital, de Verdun, où il était d'ailleurs interné depuis son arrestation.

Celle-ci avait suivi de quelques minutes sa tentative de détournement.

Se doutant que le prévenu n'était pas effectivement armé, mais simulait seulement l'être, son otage avait pris la fuite, et le jeune homme avait activé alors plusieurs manettes, dans une tentative apparente de faire démarrer l'appareil lui-même.

Ce qu'il n'avait pas réussi, évidemment.

Le jeune homme, dont les psychiatres ont dit qu'il souffrait de schizophrénie catatonique, voulait apparemment aller visiter une tante, en Angleterre.

Le frère du Dr MacAbbée acquitté

M. Gilles MacAbbée, qui avait été accusé d'être intervenu dans le travail de la police lors d'une descente exécutée dans le bureau de son frère, médecin subsequmment inculpé d'avortement, a été acquitté au terme d'un procès de trois jours, devant le juge D.R. Watson.

La plainte a été rejetée lorsque son procureur, Me Jean Filiatrault, a fait remarquer au tribunal que l'un des éléments essentiels du délit, soit l'intention coupable, n'avait pas été prouvé.

Selon le témoignage du prévenu, en effet, il ne savait pas qu'on venait appréhender son frère, et il avait tout simplement pris le policier Jean-David Dumont pour un client "agité".

CETTE ANNÉE, LE COEUR DE LA MODE D'ÉTÉ BAT MERVEILLEUSEMENT CHEZ Woolco



CORSAGES BAIN DE SOLEIL POUR FÊTER L'ÉTÉ!

A) Ce bustier à fronces élastiques vous mettra en valeur! Modèle à manches courtes, en mélange coton et nylon Spandex. Rouge, marine, blanc ou jaune. Unitaille.

chacun **573**

B) Obtenez un hâle de rêve, vêtue d'un de ces corsages en tricot en 100% polyester, à sous-buste côtelé et buste à motif quadrillé. Blanc, marine, rose, bleu, jaune. P.M.G.

chacun **464**

C) Pour être bien au frais cet été, choisissez un bustier noué devant, à col à pointes. En 75% polyester et 25% coton. Motifs de petits pois, imprimés ou teintés unies. Unitaille.

2 pour \$7 chacun **378**

D) Corsage bain de soleil en tricot 100% coton, offert en blanc, rouge, marine, ton or, vert-jaune, turquoise, une, rosebleu, bleu pâle marine. Modèle décolleté à dos nu. Unitaille.

2 pour \$5 - chacun **264**

ROBES SOLEIL DISCRÈTEMENT OSÉES!

E) Pour être tout à fait à la mode, offrez-vous cette robe soleil féminine en 100% polyester! Buste ajusté, boutons et ceinture devant. Se noue à la nuque. Robe imprimée 2 tons et buste uni. Rose, bleu, jaune, melon. 7 à 15.

F) Petite robe fraîche et mignonne à devant croisé, rehaussée d'une ceinture contrastante. En 100% polyester. Imprime de petits pois dans les agences rouge/bleu ou marine/rouge. 5 à 15.

G) Imaginez-vous dans cette jolie robe soleil! Confection soignée en 100% polyester. Dos nu, boutons devant et col aile. Choix de 3 teintes ravissantes: rose, bleu ou jaune. 5 à 13.

AU CHOIX

11.88



MAGASINS A RAYONS
Woolco
UNE DIVISION DE F.W. WOODGATE & CO. LTD.

BROSSARD
PLACE PORTOBELLO
7200 boul. Taschereau
et pont Champlain

LAVAL
CENTRE LAVAL
7445 boul. Longueuil
Laurentides et boul. Saint-Martin

SAINT-LÉONARD
CENTRE L'ANGÉLIER
7445 boul. Longueuil
et Jean Talon est

KIRKLAND
PLAZA SAINT-CHARLES
Série 21 de la Trans-Canada
et boul. Saint-Charles

LONGUEUIL
CENTRE CENTREVILLE
boul. Roland-Thériault
et Côté-Poirer

ST-LAURENT
CENTRE LE BAZAR
3750 Côte Vertu (Boulevard 147)
Trans-Canada série 38

ST-JEAN
LES GALERIES RICHELIEU
978 Boulevard
de Senneville

LA SALLE
CENTRE LE CAVALIER
8248 boul. Champlain
LaSalle

VALLEYFIELD
CENTRE VALLEYFIELD
30 Dufferin Road
Valleyfield

ACHÉTEZ EN TOUTE CONFIANCE
SATISFACTION GARANTIE
ÉCHANGE OU ARGENT REMIS

HEURES D'AFFAIRES: LUNDI, MARDI et MERCREDI: De 9:00 a.m. à 6:00 p.m. JEUDI et VENDREDI: De 9:00 a.m. à 9:00 p.m. — SAME-DI: De 9:00 a.m. à 5:00 p.m.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock prices for various companies including Abitibi, Alfa Gas, Alcan, and others.

Table of stock prices for industrial and junior companies under the heading 'INDUSTRIELLES JUNIOR'.

Table of stock prices for mining and petroleum companies under the heading 'MINES - PETROLES'.

Table of stock prices for companies listed under the heading 'A-B'.

Table of stock prices for companies listed under the heading 'C'.

Table of stock prices for companies listed under the heading 'D'.

Table of stock prices for companies listed under the heading 'E'.

INDICES A LA BOURSE DE MONTREAL

Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.

Table showing various market indices and their values.

INDICES A LA BOURSE DE TORONTO

Ind. S. pub. Banques Comp. Pap.

Table showing various market indices and their values for Toronto.

AMERICAINE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Table of stock prices for American companies.

Comment s'y... retrouver?

Text explaining how to find stock prices in the market.

le changement et les prix des actions

Text discussing market changes and stock prices.

la Bourse en bref

MONTREAL

Table of brief market news for Montreal.

la Bourse en bref

TORONTO

Table of brief market news for Toronto.

la Bourse en bref

NEW YORK

Table of brief market news for New York.

la Bourse en bref

MONTREAL

Table of brief market news for Montreal.

la Bourse en bref

TORONTO

Table of brief market news for Toronto.

la Bourse en bref

NEW YORK

Table of brief market news for New York.

la Bourse en bref

MONTREAL

Table of brief market news for Montreal.

la Bourse en bref

TORONTO

Table of brief market news for Toronto.

la Bourse en bref

NEW YORK

Table of brief market news for New York.

la Bourse en bref

MONTREAL

Table of brief market news for Montreal.

la Bourse en bref

TORONTO

Table of brief market news for Toronto.

la Bourse en bref

NEW YORK

Table of brief market news for New York.

la Bourse en bref

MONTREAL

Table of brief market news for Montreal.

la Bourse en bref

TORONTO

Table of brief market news for Toronto.

la Bourse en bref

NEW YORK

Table of brief market news for New York.

la Bourse en bref

MONTREAL

Table of brief market news for Montreal.

la Bourse en bref

TORONTO

Table of brief market news for Toronto.

la Bourse en bref

NEW YORK

Table of brief market news for New York.

la Bourse en bref

MONTREAL

Table of brief market news for Montreal.

la Bourse en bref

TORONTO

Table of brief market news for Toronto.

la Bourse en bref

NEW YORK

Table of brief market news for New York.